

LA PENSÉE ÉCONOMIQUE ET SOCIOLOGIQUE PAR LES TEXTES

**135 textes courts pour aller à l'essentiel
en enseignement de spécialité
de sciences économiques et sociales**

présentés et réunis sous la direction de

Philippe GUILLOT

par

Isabelle AGELOU

Pascal ESPÉRANCE

Philippe LETELLIER

Avertissement

Lors de sa réalisation, ce travail n'avait d'autres fins que didactiques. Destiné à l'usage de ses auteurs, il n'a jamais été commercialisé. Néanmoins, il nous a semblé qu'il pouvait être proposé sur Internet à tous ceux qu'intéressent les textes fondamentaux de l'économie et de la sociologie. Toutefois, à l'exception de quelques extraits d'ouvrages tombés dans le domaine public, et afin de respecter la législation sur les droits d'auteurs, les textes contenus initialement dans cette brochure sont exclus de sa version *web* et remplacés par leurs références. Nous espérons que celles-ci sont suffisamment précises pour qu'on puisse facilement les retrouver.

Paradoxalement, ce document est donc un recueil de textes... pratiquement sans textes ! Il est constitué de leur présentation et de leurs commentaires, de deux schémas originaux conçus par Pascal Espérance, et des biographies des auteurs inscrits au programme de l'enseignement de spécialité. Malgré son caractère partiel et ses imperfections, nous pensons néanmoins que ce travail pourra être de quelque utilité, ne serait-ce que comme guide pour la lecture des « grands » auteurs.

**INSTITUT UNIVERSITAIRE DE FORMATION DES MAÎTRES
DE LA RÉUNION
Département des
SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES**

Allée des Aigues-Marines, Bellepierre, 97 487 Saint-Denis cedex
téléphone : 0262.90.43.81 ; télécopie : 0262.90.43.00 ; sur Internet : <http://www.reunion.iufm.fr>

Ce document, réalisé dans le cadre d'activités pédagogiques en 1995, a été corrigé et actualisé en 1998, puis adapté à Internet en 1999 par Philippe Guillot, responsable du département.

PRÉSENTATION

L'année scolaire 1994-95 a vu naître un enseignement de spécialité dans les classes terminales des lycées. En sciences économiques et sociales, cet enseignement a la particularité de ne pas vraiment comporter de programme spécifique. Il consiste en un approfondissement du cours qui doit se faire à travers l'étude de passages significatifs de la pensée de quelques auteurs choisis par la commission des programmes. Ces auteurs sont en général très anciens et on peut, pour la plupart d'entre eux, les qualifier de classiques.

Ce recueil de textes, fruit d'un véritable travail d'équipe¹ effectué en 1995, a, bien sûr, pour objectif, comme les autres du même genre, de fournir aux collègues chargés de l'enseignement de spécialité un volant de textes qui puissent être utilisés en classe. Sa particularité vient du fait que nous avons voulu faire un outil prêt à l'emploi tout en laissant à chacun sa liberté pédagogique. Aussi, pour chaque thème du programme, nous nous sommes strictement conformés aux directives officielles : les professeurs de terminale ne trouveront ici que des les auteurs auxquels le programme de l'époque² fait explicitement référence. Pour chacun d'entre eux, nous nous sommes efforcés, autant que cela était possible, de sélectionner des textes qui, tout à la fois, soient assez facilement compréhensibles par des élèves des lycées et expriment clairement, ou, du moins, nettement, la pensée de leurs auteurs. Autrement dit, nous avons voulu aller à l'essentiel – d'où le titre de ce travail – en limitant volontairement le nombre d'extraits, lesquels ont été choisis avec le plus grand soin. Malgré tout, ces textes pourront parfois paraître bien difficiles à des élèves de terminale, voire à leurs professeurs. Mais, comme l'a écrit Marx, dans une lettre à l'éditeur français du *Capital* : « Il n'y a pas de route royale pour la science, et ceux-là seulement ont des chances d'arriver à ses sommets lumineux qui ne craignent pas de se fatiguer à gravir ses sentiers escarpés »³. Autrement dit, on ne saurait accéder à une connaissance vraiment scientifique sans effort, variante « savante » du dicton populaire : « On n'a rien sans peine »... Néanmoins, pour faciliter la tâche des collègues, nous leur avons adjoint quelques commentaires, en facilitant la compréhension. En particulier, nous avons rédigé, pour chaque question abordée, une présentation de notre choix de textes indiquant la problématique que nous avons suivie et les principaux arguments des auteurs cités parfois enrichis de remarques supplémentaires. Toujours dans la même optique, nous avons donné un titre à chaque extrait reproduit. En revanche, on ne trouvera ici ni questions, ni exercices : chaque professeur fera ce qu'il voudra de l'outil que nous lui aurons fourni.

Toujours dans le but de fournir un instrument pratique, nous nous sommes placés dans la perspective de l'évaluation de cet enseignement au baccalauréat. Les sujets du bac sont, en effet, accompagnés de documents qui doivent répondre à des normes très

¹. Réalisé dans le cadre d'une formation pédagogique par trois stagiaires et leur formateur, il comporte, malgré tout le soin qui lui a été apporté et les corrections effectuées au cours des années qui ont suivi sa réalisation, d'inévitables imperfections liées notamment au manque de temps dont les auteurs ont pu disposer et à leur inexpérience. Qu'on veuille bien les leur pardonner !

². Avant le toilettage de 1998.

³. Cité dans *25 livres clés de l'économie*, page 173.

strictes, notamment quant à leur longueur : à partir de 1998, les textes qualifiés de « courts » ne doivent pas dépasser un maximum de 1300 signes, et les textes « longs » ne doivent pas dépasser le double, ce qui, finalement, est peu et nécessite un découpage précis⁴ d'œuvres souvent très longues. Tous les textes de cette brochure respectent les normes du baccalauréat nouvelle formule⁵. Ils sont donc immédiatement utilisables dans un dossier de documents accompagnant les sujets.

La brochure comprend quatre parties. Les trois premières correspondent aux grandes parties du cours de terminale. Chacune d'elles est divisée en chapitres qui, eux, correspondent aux thèmes du programme prévoyant un approfondissement en enseignement de spécialité. La quatrième partie est consacrée aux biographies. En effet, on peut penser que la pensée des auteurs est, d'une certaine manière, le fruit de leur histoire personnelle, comme elle est aussi, dans une certaine mesure, le fruit de la situation sociale à un moment donné de l'Histoire. Pour chaque auteur, nous avons, là aussi, cherché à aller à l'essentiel en limitant sa biographie à moins d'une page. Nous publions ces biographies en respectant, en général, l'ordre de naissance des différents auteurs. Cette perspective historique permet d'éviter, d'une part, d'afficher de quelconques préférences, d'autre part, d'utiliser l'ordre alphabétique qui n'a de valeur qu'administrative. Ces biographies sont séparées en deux rubriques consacrées, d'une part, aux économistes, d'autre part, aux sociologues. Nous n'ignorons pas que certains économistes, comme Joseph Schumpeter, par exemple, se sont intéressés de près à la sociologie. Nous n'ignorons pas non plus que, inversement, certains sociologues, Max Weber, notamment, ont consacré une bonne part de leurs travaux à l'économie. Nous n'ignorons pas, enfin, que Karl Marx a touché à la fois à l'économie, à la sociologie et à la philosophie. Comme les autres, nous l'avons classé par référence à son ouvrage... « capital ». Au fond, cette difficulté à mettre des étiquettes à ces auteurs montre que, d'une certaine façon, ils nous ont tracé la voie en s'impliquant à la fois dans les sciences économiques et dans d'autres sciences sociales. À ce propos, John Stuart Mill n'a-t-il pas écrit : « Serait piètre économiste celui qui n'est qu'économiste »⁶ ?

Philippe GUILLOT

⁴. D'aucuns pourraient même parler de « saucissonnage »...

⁵. Et pour cause : cette brochure a été réalisée selon les normes correspondant aux sessions précédentes. Les exigences étaient alors plus strictes puisque les textes courts devaient ne pas excéder 1000 à 1100 signes, et les longs le double. Quoi qu'il en soit, concernant la version diffusée sur Internet, chacun fera son découpage en fonction des références fournies...

⁶. Cf. Gérard Lelarge, *Dictionnaire thématique des citations économiques et sociales*, page 117.

**LES FACTEURS DE LA CROISSANCE
ET DU DÉVELOPPEMENT**

POPULATION ET TRAVAIL

I. LES THÈSES DE MALTHUS

Quels sont les liens qui existent entre croissance démographique et développement économique et social ? Telle est la question que l'on va aborder ici au travers des textes de Thomas Robert Malthus et de Karl Marx.

La démarche adoptée par Malthus s'apparente plutôt à ce que l'on pourrait qualifier d'inductivisme.

Selon Malthus, la population augmente avec un rythme beaucoup plus important que les subsistances que l'on peut lui proposer, ce qui implique l'existence d'une « loi supérieure » pour limiter cette extension (texte 1 : **La loi de population**, *Essai sur le principe de population*, Seghers, 1963, pages 77-82). Pour lui, la population va connaître une progression géométrique alors que, dans le même temps, les subsistances ne connaissent qu'un accroissement de type arithmétique. Les obstacles à la croissance économique sont définis ainsi : l'amélioration des terres mises en culture ne peut être croissante, « bien au contraire » (texte 2: **Les obstacles à la croissance économique**, *ibid.*). Cette démonstration de Malthus, nous montre les limites de son raisonnement.

En ce qui concerne les obstacles à la croissance démographique, il souligne le fait qu'ils peuvent également exister, ce qui pourraient donc ralentir le processus d'augmentation de la population (textes 3 : « **Proportionner les subsistances au nombre des consommateurs** », *ibid.*, pages 284-326 ; et 4: **Les obstacles à la croissance démographique**, *Essai sur le principe de population*, GF-Flammarion, 1992, pages 77-79). Ceux-ci constitueraient, en quelque sorte, un contrepois à la croissance démographique. Toutefois, Malthus précise (texte 5 : **Le « banquet de la nature »**, *ibid.*, première édition [passage supprimé dans les éditions ultérieures et cité par Alfred Sauvy dans *Malthus et les deux Marx*, Gonthier, 1963, pages 40-41]) que seuls les hommes qui ont une chance d'obtenir des moyens de subsistances de leur parents ont la possibilité d'exister. Autrement dit, la population pauvre devrait s'abstenir d'avoir des enfants afin que ceux-ci ne constituent pas une charge pour la société.

II. LES THÈSES DE MARX

Pour Karl Marx, la méthode utilisée pour asseoir son raisonnement peut être plutôt qualifiée de dialectique.

Il nous expose clairement son désaccord avec la vision de Malthus en expliquant, justement, que son analyse ne repose sur aucune démonstration. Malthus s'est contenté, selon Marx, de « compilations tirées pêle-mêle d'historiens et de descriptions de voyages » ; il n'a pas tenu compte des « différentes phases historiques de développement » et donc des différents rapports historiques (texte 6 : **La critique de la théorie malthusienne**, *Œuvres, économie* [tome 2 : *Principes d'une critique de l'économie politique*], Gallimard, collection « La Pléiade », 1968, page 255). Marx critique également la limitation des enfants d'ouvriers, prônée par Malthus. Ce dernier pense que c'est une solution pour réduire l'offre de travail des ouvriers, et, par conséquent, permettre la hausse des salaires nécessaire à la croissance économique et sociale. À l'inverse, pour Marx, si l'on veut accroître les salaires il faut accroître la demande de travail, donc augmenter le capital productif (texte 7 : **La critique de la théorie malthusienne [bis]**, *Travail salarié et capital*, Éditions sociales, 1969, page 54). Néanmoins, pour Marx, l'augmentation du capital productif implique, pour les ouvriers, des moyens d'occupation et de subsistance proportionnellement moindres.

Selon lui, l'accumulation et l'accroissement de la richesse à partir du capital produisent une surpopulation ouvrière (texte 8 : **Accumulation et surpopulation relative**, *Travail salarié et capital*, Éditions sociales, 1969, pages 57-58) qui permet la constitution d'une « armée de réserve industrielle » au service de la bourgeoisie (texte 9 : **Accumulation et surpopulation relative [bis]**, *Le Capital*, [livre I, tome 3, chapitre 25], Éditions sociales, 1968, pages 70 et 73-76). L'abondance de la classe ouvrière est voulue par la bourgeoisie, qui peut ainsi disposer d'une « marchandise-travail aussi bon marché que possible (textes 10 : **Prolétariat et surpopulation**, *Travail salarié et capital*, Éditions sociales, 1969, page 54 ; et 11 : **Prolétariat et surpopulation [bis]**, *ibid.*, page 59).

TRAVAIL ET EMPLOI

I. LA DIVISION DU TRAVAIL CHEZ ADAM SMITH

En quoi l'observation d'une manufacture d'épingles, aussi insignifiante soit-elle, est-elle d'un intérêt empirique majeur ? Elle l'est, nous répond Adam Smith, parce qu'elle nous permet de témoigner, *de visu*, de la prodigieuse efficacité de ce moteur des économies capitalistes qu'est la division du travail (texte 12 : **La division du travail dans l'entreprise**, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Gallimard, 1991, page 42). Cette division du travail, en effet, à travers l'accroissement de l'expérience individuelle, de l'économie en facteur travail, et, indirectement, du progrès technique (texte 13 : **Les causes de la division du travail**, *ibid.*, pages 38-39), est à la base de la richesse des nations. Ainsi, à travers l'échange, elle permet la spécialisation et offre donc à chacun la possibilité de « cultiver et porter à la perfection tout talent ou génie qu'il peut posséder ». (texte 14 : **Les bienfaits de la division du travail**, *ibid.*, pages 46-47 et 49-50). La division du travail conduit à l'opulence, actif prépondérant dans le « bilan des plaisirs » (*ibid.*).

Mais le principe, il est vrai, n'est pas sans faille. En effet, la taille du marché est une contrainte naturelle qu'on ne peut négliger (texte 15 : **Les limites économiques de la division du travail**, *ibid.*, page 51). Les transports, dès lors, ont un rôle important à jouer : au lecteur d'actualiser cette argumentation. De plus, et sans doute est-ce là le danger premier qui réside dans le principe de la division du travail, celui-ci tend à dés-humaniser le travail, à atrophier la personnalité de l'ouvrier confronté à une routine dont il ne peut tirer aucun enrichissement culturel (texte 16 : **Les limites sociales de la division du travail**, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, GF Flammarion, 1991, tome 2, page 405). Le lecteur notera que les thèses de Georges Friedmann sur les méfaits du « machinisme industriel », et celles, plus contemporaines d'Alain Touraine, ont été formulées autour d'une problématique similaire. Dans cette perspective particulière, Adam Smith apparaît comme un précurseur. Pour autant, il ne parle ni d'aliénation, ni d'un autre concept équivalent.

A contrario, bien que Smith soit conscient que cette parcellisation des tâches est néfaste à l'homme, il pense qu'il ne s'agit pas là d'une sérieuse atteinte aux fondements éthiques du capitalisme. C'est même là le prix à payer pour la grandeur des nations. Poussant sa logique jusqu'au bout, Adam Smith, à la fin de son ouvrage majeur, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, risque un essai sur le groupe social que formeraient, selon lui, les philosophes, essai où il tente de montrer que ce groupe, fondamentalement, n'est qu'une expression, un produit particulier, de la division du travail, comme n'importe quel autre groupe social. En fait, il n'y a là rien de ré-

ellement surprenant. Au fond, la boucle est bouclée. En effet, l'auteur n'a-t-il pas donné à ses mécanismes théoriques une assise philosophique ? Pour construire une ruche, il faut des abeilles ouvrières, disait Mandeville. Il faut aussi des architectes, lui répondra Adam Smith.

II. LA DIVISION DU TRAVAIL CHEZ KARL MARX

Selon Marx, la concurrence entre les entreprises implique la recherche, par celles-ci, du prix le plus bas qu'il soit. Celui-ci ne peut être obtenu que grâce à une augmentation de la productivité du travail dont, écrit Marx (texte 17 : **La division du travail, principale cause de l'accroissement de la productivité**, *Travail salarié et capital*, Éditions sociales, 1969, page 37), l'accroissement de la division du travail est le facteur principal. Cet accroissement est lui-même lié à une mécanisation accrue du processus de production, autrement dit, à l'accumulation du capital. Or, cette modernisation de l'appareil productif, en raison de la concurrence acharnée que se font les entreprises, ne saurait s'arrêter (texte 18 : **Les conséquences de la division du travail pour le capitaliste**, *ibid.*, pages 38-39) : l'accumulation appelle l'accumulation, la division du travail appelle une division du travail accrue. Comme, de leur côté, les ouvriers produisent toujours plus en faisant un travail de moins en moins intéressant, de plus en plus aliénant et de moins en moins bien payé, la concurrence entre eux aussi devient de plus en plus vive (texte 19 : **Les conséquences de la division du travail pour l'ouvrier**, *ibid.*, pages 39-40) puisqu'on a de moins en moins besoin d'eux pour produire...

C'est cette argumentation sans nuances que Marx lui-même résume dans le texte 20 (**En résumé**, *ibid.*, pages 41-42), extrait, comme les précédents, de *Travail salarié et capital*, ouvrage paru en 1849, qui regroupe les textes de conférences prononcées à Bruxelles en décembre 1847.

III. LA RELATION SALAIRE-EMPLOI

Dans cette section, il est question de travail, mais de quel travail s'agit-il ? Pour les économistes classiques, il n'y a qu'un travail digne d'intérêt : le travail « productif » (texte 21 : **Le travail selon Adam Smith**, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Gallimard, 1991, page 159). Cela revient à exclure de l'analyse ce qui, pourtant, constitue aujourd'hui une des sources principales d'emplois, autrement dit, le secteur des services.

Assimilé à une marchandise, le travail, écrit Ricardo, a un prix d'échange, un prix naturel et un prix courant (texte 22 : **Le prix du travail selon David Ricardo**, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, GF-Flammarion, 1993, pages 114-118). Son prix naturel correspond à l'entretien de l'ouvrier et de sa famille (*ibid.*). Autrement dit, il se définit comme le taux de salaire minimum (texte 23 : **La fixation et le**

niveau des salaires selon Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Gallimard, 1991, pages 90-91). Le seuil minimum fixé, le taux de salaire, qui est le prix courant du travail, s'établit alors par confrontation de l'offre et de la demande, et le marché s'équilibre donc pour un taux qui n'est pas forcément défavorable aux ouvriers (textes 22 et 23).

Marx s'oppose à cette vision classique sur deux points essentiels. D'abord, nous dit-il (textes 24 : **Le travail selon Karl Marx**, *Salaire, prix et profit*, Éditions sociales, 1969, pages 90-91 ; et 25 : **La relation salaire-emploi selon Marx**, *Travail salarié et capital*, Éditions sociales, 1969, page 55), ce n'est pas le travail qui s'échange, mais la force de travail, et cette différence n'est pas des moindres puisqu'elle permet à l'auteur d'expliquer la plus-value et le profit. Ensuite, précise-t-il, la situation ne peut pas être favorable aux ouvriers dans la mesure où la division du travail accroît les tensions dues à la concurrence du côté de l'offre de travail (texte 25).

Keynes, pour sa part, après avoir fait la synthèse de la théorie classique de l'emploi (texte 26 : **La théorie classique de l'emploi vue par Keynes**, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot, 1969, page 31), remet en question la possibilité d'un équilibre naturel sur le marché de l'emploi. Le volume d'emploi, explique-t-il (texte 27 : **La relation salaire-emploi chez Keynes**, *ibid.*, pages 47-49), n'est pas le résultat d'une confrontation d'une offre et d'une demande de travail. Il ne dépend pas directement du niveau des salaires. Non ! Le travail demandé par l'employeur dépend essentiellement de son investissement, c'est-à-dire, en fait, de ses anticipations en matière de production. Il est donc fixé *a priori* par l'employeur. Et, s'il faut chercher une liaison entre salaire et emploi, il faut le faire de façon indirecte *via* le pouvoir d'achat.

LA RELATION ÉPARGNE-INVESTISSEMENT CHEZ LES CLASSIQUES ET KEYNES

I. LA RELATION ÉPARGNE-INVESTISSEMENT CHEZ LES CLASSIQUES

L'épargne est plus qu'importante chez les classiques. Si on excepte la position atypique de Malthus qui privilégie ce qu'il appelle « la demande effective » (texte 28), elle est même primordiale. Dans la mesure où elle est la condition de toute augmentation de capital, on peut même dire que c'est elle qui détermine le niveau de l'activité (texte 29 : **Le rôle de l'épargne : l'analyse d'Adam Smith**, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Gallimard, 1991, pages 167-168). C'est pour cette raison que, pour eux, le taux d'intérêt a un rôle important à jouer (*ibid.*), car, même si l'épargne est envisagée comme un solde, le taux d'intérêt reste son moteur essentiel (texte 30). Ainsi, il nous faut épargner, et non consommer, pour permettre à l'industrie de croître et à l'emploi d'augmenter (texte 31 : **L'épargne et l'investissement selon Adam Smith**, *ibid.*, pages 167-168). C'est en traduisant cette théorie (texte 32 : **Le taux d'intérêt chez les classiques selon Keynes**, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot, 1969, page 186) que John Maynard Keynes s'élèvera contre l'idée d'une économie où l'épargne est seule source de croissance. Plus d'un siècle avant lui, Malthus ne s'était-il pas déjà élevé contre cette idée (texte 28 : **La vision différente de Malthus**, *Principes d'économie politique*, Calmann-Lévy, 1969, pages 267-268) ?

30

L'épargne selon John Stuart Mill

Puisque tout capital est le produit de l'épargne, c'est-à-dire de la renonciation à une consommation actuelle en vue d'un bien futur, l'accroissement du capital doit dépendre de deux choses : la somme du fonds sur lequel l'épargne peut s'opérer et la puissance des motifs qui engagent cette épargne. [...] Le fonds sur lequel l'épargne peut se réaliser est l'excédent du produit du travail, qui reste après qu'on a pourvu aux besoins de la vie de tout ceux qui ont pris part à la production (en y comprenant les produits employés à remplacer les matières premières et à renouveler le capital fixe). [...] Le motif

qui provoque, en partie, l'épargne consiste dans l'espoir de retirer un revenu de ses épargnes; en réalité, le capital appliqué à la production est susceptible non seulement de se reproduire, mais encore de s'augmenter. Plus est considérable le profit qu'on peut faire par l'emploi du capital, plus est puissant le motif qu'on a pour accumuler. [...] La disposition à épargner ne dépend pas entièrement des motifs extérieurs qui y engagent, de la somme du profit qui peut être réalisé par l'épargne. [...] En balançant les chances de l'avenir avec celles du présent, l'incertitude de toute les choses futures est un élément capital, et cette incertitude admet différents degrés.

Principes d'économie politique,
Guillaumin et C^{ie}, 1873.

II. LA RELATION ÉPARGNE-INVESTISSEMENT CHEZ KEYNES

Qu'est-ce que l'épargne ? Personne ne contestera, nous dit John Maynard Keynes, le fait que « l'épargne soit l'excès du revenu sur la dépense de consommation » (texte 33: **L'épargne et l'investissement**, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot, 1969, pages 81-83). En réalité, la vision keynésienne tranche radicalement avec l'acception classique de l'épargne (mise à part l'exception malthusienne). En effet, Keynes conçoit l'épargne comme un solde (texte 34 : **L'origine de l'épargne**, *ibid.*, pages 84-85). *A fortiori*, il suggère que l'équilibre entre l'épargne (texte 33) et l'investissement (texte 35 : **La notion d'investissement**, *ibid.*, pages 95-96) n'est pas donné *ex ante*, les choix dans la répartition du revenu se portant avant tout sur les dépenses de consommation. En fait, selon lui, l'accumulation de l'épargne s'obtient *ex post*, à travers le mécanisme bien connu du multiplicateur. Dès lors, peut s'exprimer le sens le plus profond de la «révolution keynésienne» : rien *a priori* ne peut préjuger de l'existence effective d'un équilibre entre épargne et investissement. Ainsi, un niveau de demande insuffisant pour maintenir le plein emploi des facteurs ne générera pas un niveau d'épargne suffisant pour financer les dépenses en investissement. Le déséquilibre macro-économique peut devenir chronique si la volonté d'investissement elle-même fléchit, faute d'anticipations favorables (« si les ânes n'ont pas soif »). D'aucuns auront compris l'aspect novateur des travaux de John Maynard Keynes. Anticipations, économie du déséquilibre « à la Malinvaud », etc. : l'heuristique si féconde de l'œuvre keynésienne n'est plus à démontrer. À ce titre, dira Milton Friedman, « nous sommes tous keynésiens ».

Comment expliquer cependant un tel décalage par rapport à la thèse classique ? Quelles en sont les conséquences ? Outre le multiplicateur, il nous faut bien considérer, nous affirme Keynes, que le marché classique des fonds prêtables n'est qu'un leurre théorique sans réalité pratique. En substance, le taux d'intérêt n'est pas le prix de l'épargne mais le prix de la monnaie (textes 36 : **Le taux d'intérêt**, *ibid.*, pages 178-179 ; et 37 : **Les conséquences de l'évolution du taux d'intérêt**, *ibid.*, page 127). Par ailleurs, la formation du capital renvoie à des déterminants plus complexes. En témoignent les comportements anticipatifs qui structurent la psychologie des entrepreneurs lorsque ceux-ci comparent l'efficacité marginale du capital au taux d'intérêt (textes 38 : **L'efficacité marginale du capital**, *ibid.*, pages 149-150 ; et 39 : **Efficacité marginale du capital, anticipations et investissement**, *ibid.*, pages 158-159).

LE RÔLE DES INNOVATIONS DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL CHEZ SCHUMPETER

L'innovation conditionne l'évolution du capitalisme qui ne peut se réduire, dès lors, à une économie de « flux circulatoires » car elle « n'est jamais stationnaire » (texte 40 : **L'innovation**, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, 1990, page 115). La machine capitaliste se renouvelle continuellement sous l'impulsion créatrice d'un « héros » : l'entrepreneur schumpétérien (texte 41 : **L'entrepreneur**, *ibid.*, pages 180-181). Détenteur « d'aptitudes particulières »⁷, ce dernier exploite à son profit toutes les imperfections du marché. Son activité engendre un véritable mouvement de destruction créatrice (texte 42 : **Le processus de destruction créatrice**, *ibid.*, page 115). De fait, la concurrence pure et parfaite est une illusion : la concurrence « bienfaisante » cède aux « manœuvres » destructrices de cet entrepreneur (texte 43 : **Qu'est-ce que l'esprit d'entreprise ?**, *ibid.*, page 115) dont la stratégie vise en permanence à détruire la concurrence afin d'aboutir à une situation de monopole. Or, introduire de nouvelles combinaisons productives, c'est-à-dire innover, c'est justement se placer en situation de monopoleur.

Inutile, donc, de rechercher, dans le fonctionnement du système capitaliste, un optimum « parétien » : « L'équilibre peut exister sans plein emploi » (texte 44 : **La nature du capitalisme**, *ibid.*, page 116). Paradoxalement, la dynamique d'ensemble est favorable à tous les groupes sociaux, et notamment à celui des ouvriers (texte 45 : **Les effets sociologiques de l'innovation**, *ibid.*, pages 96-97), qui voient leur revenu se modifier favorablement. Schumpeter s'oppose ainsi radicalement à la thèse marxiste de la paupérisation. Néanmoins, cette prospérité séculaire n'est pas continue, mais cyclique (texte 46 : **Le mécanisme des cycles**, *ibid.*, pages 96-97). Les innovations se déversent, en effet, par grappes successives (texte 47 : **La discontinuité des innovations : les grappes d'innovation**, *Théorie de l'évolution économique*, Dalloz, 1935, pages 554-557), ce qui provoque les célèbres cycles de Kondratieff (texte 48 : **Les cycles de type Kondratieff**, *ibid.*, pages 96-97).

⁷. On peut se demander ce que Schumpeter appelle des « aptitudes particulières » puisque l'ensemble de son analyse repose sur le rôle de ce « héros » moderne qu'est l'entrepreneur. On pourra, à ce propos, se reporter à la préface de *Impérialisme et classes sociales*, rédigée par Jean-Claude Passeron.

LE RÔLE DE L'ÉCHANGE INTERNATIONAL DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL CHEZ RICARDO

Le commerce extérieur peut permettre une augmentation des profits, en réduisant, notamment, le prix des marchandises achetées à l'extérieur, mais à condition que les marchandises soient consommées par les travailleurs (texte 49 : **Salaires, profits et commerce extérieur**, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, GF-Flammarion, 1993, pages 151-152). Il permet également un accroissement des quantités et des variétés de biens à consommer.

Dans le prolongement de l'analyse d'Adam Smith sur les échanges entre pays grâce aux avantages absolus, David Ricardo approfondit le raisonnement en introduisant les avantages comparatifs avec l'exemple du drap et du vin (texte 50 : **Les avantages comparatifs : l'exemple du drap et du vin**, *ibid.*, page 154).

Les échanges entre pays vont naître à partir des différents avantages dont ils sont dotés, mais la dotation naturelle des facteurs de production va déterminer ce que l'on peut appeler la spécialisation (texte 51 : **La spécialisation**, *ibid.*, pages 153-154).

Celle-ci sera d'autant plus forte que le capital ne circule pas, ou circule peu, entre les différents pays, et ce, pour des raisons simples telles que la «difficulté naturelle de chacun de quitter son pays natal» ou bien encore les différentes lois qui freinent l'émigration du capital. Ainsi, Ricardo est amené à distinguer le commerce régional, où la circulation du capital est aisée, du commerce international, où ce même capital ne peut circuler (texte 52 : **La distinction entre commerce régional et commerce international**, *ibid.*, pages 153-156).

Enfin, si les dotations naturelles sont déterminantes pour la spécialisation d'un pays, celle-ci ne peut pas être qualifiée, pour autant, de définitive (texte 53 : **La spécialisation d'un pays n'est pas définitive**, *ibid.*, pages 156-157).

LES PROCESSUS DU CHANGEMENT SOCIAL

LES DÉMARCHES SOCIOLOGIQUES DE DURKHEIM ET DE WEBER

I. ÉMILE DURKHEIM ET LA SOCIOLOGIE DU FAIT SOCIAL

Qu'est-ce qu'un fait social ? C'est ce qui résulte d'un pouvoir de coercition qui pèse sur l'individu (textes 54 : **Les faits sociaux : une première définition**, *Les Règles de la méthode sociologique*, Presses universitaires de France, 1968, pages 3 et 5-6 ; 55 : **Les faits sociaux : une deuxième définition**, *ibid.*, page 11 ; et 56 : **Les faits sociaux : une troisième définition**, *ibid.*, page 14). Encore faut-il reconnaître, souligne Émile Durkheim, ce qui est social de ce qui ne l'est pas. Ainsi, on ne saurait prendre l'individu comme seul « substrat », c'est-à-dire l'individu en tant que tel. La société a, certes, intérêt, à ce que l'individu boive, mange et dorme régulièrement, mais le spécialiste évitera la confusion entre les phénomènes sociaux et les phénomènes biologiques (texte 54).

De fait, comprendre et interpréter un fait social, c'est analyser tout moyen qu'une société utilise pour « exercer sur l'individu une contrainte extérieure » (texte 55). Des pratiques ritualistes à la répartition des rôles intra-familiaux, de l'engagement militant à la compréhension des mœurs (texte 56), l'essentiel est de traiter ces faits sociaux comme des choses (texte 57 : **Les faits sociaux : illustration**, *ibid.*, pages 3-4). De ce fait, l'observateur identifiera le degré d'imprégnation du sujet à la conscience collective propre à toute société (texte 58 : « **La société n'est pas une somme d'individus** », *ibid.*, pages 102-103). Il trouvera là l'explication du fondement même de la vie sociale (texte 59 : **L'explication de la vie sociale**, *ibid.*, pages 101-102) s'il respecte scrupuleusement les règles de la méthode sociologique (textes 60 : « **Les faits sociaux [...] doivent être traités comme des choses** », *ibid.*, pages 27-28 ; 61 : « **Il faut écarter toutes les prénotions** », *ibid.*, pages 31 et 34 ; et 62 : « **Un tout n'est pas identique à la somme de ses parties** », *ibid.*, page 102).

II. MAX WEBER ET LA SOCIOLOGIE DE L'ACTION SOCIALE

Quand on examine la vie et l'œuvre de Max Weber, on peut affirmer qu'il s'est défait du carcan d'une spécialisation excessive. Ainsi, son œuvre est fondée sur l'idée d'une recension épistémologique complète, ce qui s'avère être un exercice particulièrement périlleux. Cette œuvre, en effet, est particulière à « l'esprit anglo-saxon » : le raisonnement se construit, le plus souvent, de façon analytique, par ajouts successifs, par « incrémentation ». L'explication webérienne du phénomène de rationalisation résulte,

en dernière instance, de ce processus explicatif. Nous opterons, ici, pour la même démarche afin de traduire au mieux la pensée de l'auteur. Pour employer ses propres termes, «s'il n'y a pas besoin d'être César pour comprendre César», gageons que la trame interprétative que nous avons cherché à dégager sera suffisamment éclairante pour que le lecteur comprenne sa pensée.

En fait, se développe en Allemagne, au XIX^e siècle, une «querelle des méthodes», qui, de la science économique, s'étend rapidement à l'ensemble des sciences sociales. La question de fond est importante puisqu'il s'agit, finalement, de déterminer la nature intrinsèque des sciences sociales, leur spécificité par rapport aux sciences de la nature (*cf.* schéma). Toute la réflexion de Max Weber, notamment dans sa dimension méthodologique, est, en grande partie, inspirée de ce débat.

C'est ainsi que Max Weber renonce aux constructions méthodologiques qui ne visent, selon lui, en finalité, qu'à justifier les *a priori* idéologiques d'un auteur. Tel est le cas, par exemple, pense-t-il, du positivisme d'Auguste Comte et du déterminisme marxiste. De même, il rejette les approches, ou purement théoriques, ou purement empiriques : les unes se heurtent aux faits historiques car, fondamentalement, elles ne sont que des outils de l'abstraction ; les autres achoppent sur l'obstacle de la généralisation. Les sciences, en réalité, dans leur conception, s'élaborent par similitude, analogie ou opposition. L'état d'une science, *de facto*, est lié aux apports successifs des uns et des autres. La compréhension scientifique du moment n'est donc, finalement, que le reflet d'un certain niveau d'incrémentatation du savoir.

A posteriori, d'aucuns pourraient dire que cette vision n'est pas singulière en soi, mais propre à ce qu'il convient d'appeler aujourd'hui la tradition anglo-saxonne, fidèle à l'esprit analytique. La vision webérienne renvoie, en fait, à des déterminants plus complexes. L'état de la science, nous suggère Max Weber, n'est pas neutre, faute d'être construit de façon neutre : il est à l'image (ou à l'exact opposé, sans doute) de l'idéologie – et du système des valeurs qui en découle – qui imprègne telle ou telle société à un moment historique donné. Par conséquent, le fait de revendiquer une science allemande, comme il le fait, n'est pas faire preuve de nationalisme : c'est reconnaître la prégnance d'une donnée idéologique et de valeurs qui modèlent toute société. Encore faut-il ne pas se tromper de valeur.

Par ailleurs, l'état de la science est dépendant des us, coutumes et traditions qui influencent, par exemple, le mode de transposition du savoir d'une génération à une autre. Par implication, l'on ne saurait rejeter les sciences d'hier sous prétexte qu'elles sont moins porteuses heuristiquement : seules les questions posées sont différentes car elles sont issues d'un contexte idéologique particulier. En d'autres termes, on peut dire que l'état antérieur de la science n'est relatif qu'à des questions passées, ou encore, qu'aux sciences d'aujourd'hui correspondent les questions d'aujourd'hui.

Comment, néanmoins, dépasser ces contraintes et rester neutre face aux valeurs, à l'idéologie, comme face aux traditions ? En d'autres termes, comment respecter le principe de neutralité axiologique ? La réponse de Max Weber est d'ordre méthodologique. Elle en fait un indiscutable précurseur de l'individualisme méthodologique. Il faut, d'une part, dit-il, raisonner par « idéal-type » (texte 63 : **Qu'est-ce que l'idéaltype ?**, *Essais*

sur la théorie de la science, Presses pocket, 1992, page 181) afin de comprendre l'activité sociale (textes 64 : **Sociologie et activité sociale**, *Économie et société*, tome 1, Plon, 1971, page 4 ; 65 : **Qu'est-ce que l'activité sociale ?**, *ibid.*, pages 19-20 ; et 66 : **Ce que n'est pas l'activité sociale**, *ibid.*, pages 20-21) et d'en faire un «tableau homogène». Il faut, d'autre part, partir de l'infiniment petit pour arriver au macro-social : par agrégations successives, il faut passer de l'individualité sociale aux institutions humaines (d'aucuns noteront la démarche radicalement inverse à celle d'Émile Durkheim). En effet, l'intérêt de partir de l'individu dans l'étude sociologique réside dans le fait que le comportement humain est une donnée scientifiquement compréhensible du moment que l'on y introduit des degrés de rationalité.

Deux idéaux-types sont ainsi à considérer :

1. Priorité, nous affirme Max Weber, doit être donnée au «comportement rationnel en finalité», c'est-à-dire à ce type de motivation qui pousse l'individu à agir de telle manière qu'il puisse atteindre l'objectif qu'il s'est assigné (texte 67 : **Ce qui détermine l'activité sociale**, *ibid.*, 1971, page 22.). C'est là une rationalité par objectifs, ou encore téléologique, qui fait «séparer le ménage de l'entreprise», qui pousse les acteurs économiques à créer une comptabilité rationnelle (texte 68 : **Les déterminants de l'activité sociale**, *ibid.*, pages 22-23). C'est aussi sur elle que repose le processus de rationalisation de l'économie capitaliste.

2. Cependant, les comportements peuvent être rationnels en valeur lorsque l'individu est lié à sa conviction, «commandée par le devoir, la dignité, la beauté, les directives religieuses, la piété ou la grandeur d'une cause» (texte 65). C'est ainsi que les hommes peuvent obéir, sans forcément en avoir conscience, au système de valeurs d'une société donnée.

À ces types idéaux de motivations rationnelles, il faut aussi, précise Max Weber, ajouter les comportements «affectuels» (texte 67), tels que la haine, la jalousie, l'entente, etc. : ils entrent dans le champ de la sociologie compréhensive que dessine Max Weber, dès lors qu'ils engendrent, chez autrui, de façon virtuelle ou effective, présente ou à venir, des comportements eux-mêmes «compréhensibles» (texte 65). En d'autres termes, ces comportements doivent susciter des interactions. C'est là le champ de l'activité sociale selon Max Weber.

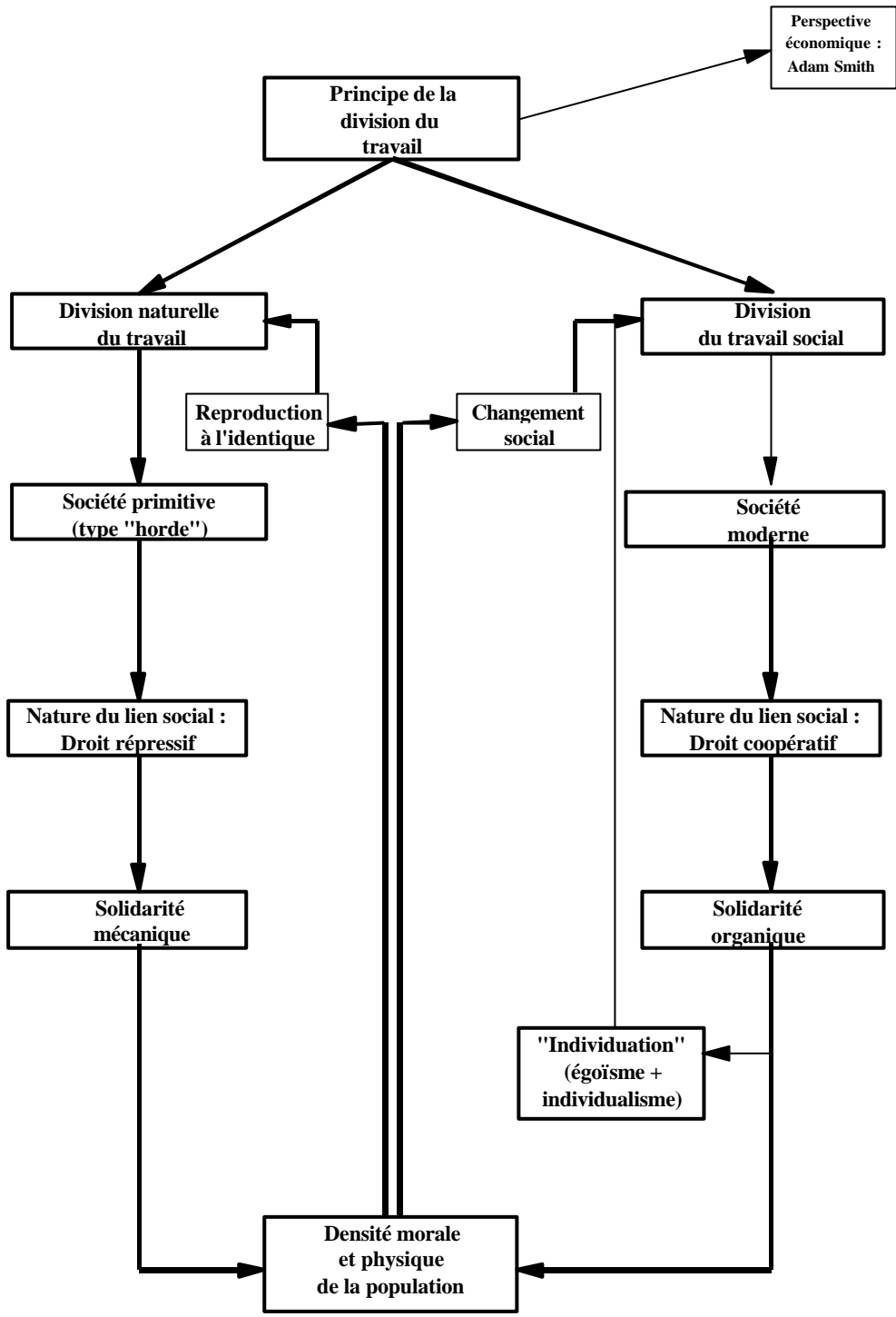
FONCTIONS ET FORMES DE LA DIVISION DU TRAVAIL SOCIAL CHEZ DURKHEIM

Qu'est-ce qu'un contrat ? Pour les sociologues, il s'agit d'un point de jonction entre deux parties dissemblables. Le contrat est, en quelque sorte, au moins schématiquement, ce lien organique particulier qui unit des individus socialement différents.

Mais, comme le souligne Émile Durkheim, nul ne saurait préjuger de la force d'un tel lien. Celui-ci, en dernière instance, est le « ciment » des groupes sociaux et de la société en général, puisqu'il en garantit la cohésion. La dissemblance, en effet, impose à chacune de ces parties une certaine soumission aux règles explicites ou virtuelles que le « contrat » traduit. On est alors en présence d'un droit de type coopératif (*cf.* schéma page suivante). De fait, cette dissemblance produit deux effets contradictoires qui, paradoxalement, assurent la pérennité des structures sociales (texte 69 : **La structure de la société moderne**, *De la division du travail social*, Presses universitaires de France, 1967, page 157) : d'une part, à travers cette obéissance volontaire ou inconsciente qu'elle génère, elle fait peser sur chacun une contrainte qui tend à prédéterminer les manières de penser et d'agir ; d'autre part, de par l'exercice de la volonté contractuelle, elle engendre, au sein de ces structures, une forme de solidarité qui doit se construire du fait d'individus socialement différenciés, une solidarité que Durkheim qualifie « d'organique » (texte 70 : **La solidarité organique**, *De la division du travail social*, Presses universitaires de France, 1973, pages 98-101). Notons, cependant, que c'est la morale qui découle de cette contrainte qui, en vérité, selon Émile Durkheim, traduit le lien social (*cf.* biographie).

Comment expliquer, dès lors, l'existence de cette différenciation sociale ? Elle naît dans les sociétés où le rapport au travail est dominant, nous répond Émile Durkheim. Plus précisément, elle résulte de la spécialisation qui croît avec la division du travail qui existe dans les sociétés où, justement, le travail est la principale variable d'intégration sociale (texte 71 : **La division du travail social**, *De la division du travail social*, Presses universitaires de France, 1967, pages 26-27). À l'inverse, tel n'est pas le cas des sociétés où ce rapport au travail n'est pas dominant. C'est le cas, par exemple, de ce que Durkheim appelle la horde (texte 72 : **La « société simple : la horde »**, *ibid.*, page 233). De fait, si les seules sources de la division du travail sont biologiques (telle la division sexuelle du travail), si, mis à part ces facteurs particuliers, il n'y a pas de motivation spécifique à ce que chacun se spécialise, alors, faute de spécialisation, les individus composant une telle société seraient semblables. En d'autres termes, c'est la similitude des uns aux autres qui serait le trait caractéristique de cette société. Quelle serait alors la nature du lien social ? Les parties étant maintenant semblables (dans leur manière de penser et d'agir, globalement) seule la sanction, la peine, serait une alternative viable au contrat, affirme Émile Durkheim : si la cohésion sociale se situe

LA DIVISION DU TRAVAIL SOCIAL CHEZ ÉMILE DURKHEIM



dans la similitude, la ressemblance, il faut sanctionner celui qui déroge, car, par principe, ce dernier nie la société même. Galilée en fit l'amère expérience, victime d'un

Droit répressif (*cf.* schéma). De ce fait, le type de solidarité n'est plus organique, mais simplement mécanique (texte 73 : **La solidarité mécanique**, *De la division du travail social*, Presses universitaires de France, 1973, pages 98-101). Reste à déterminer le mode de passage de la solidarité mécanique à la solidarité organique. Durkheim insiste, à ce titre sur le « facteur démographique » : l'état de la « densité morale et physique » d'une population. Si la notion de densité morale renvoie à des déterminants complexes tels que le système de croyance, l'impact de la division du travail sur l'aspect juridique du lien social, l'évolution de la cellule familiale, voire le taux de suicide, etc., d'aucuns auront à l'esprit les aspects purement démographiques de ce passage.

Le lecteur notera qu'Émile Durkheim dépasse la vision smithienne de la division du travail (texte 74 : **La cause de la division du travail dans la théorie classique**, *De la division du travail social*, Presses universitaires de France, 1967, page 212) dont il conteste le caractère trop purement économique. Il notera, enfin, qu'il admet la possibilité, pour la division du travail, de prendre des formes anoniques (texte 75 : **Les formes anoniques de la division du travail**, *De la division du travail social*, Presses universitaires de France, 1973, pages 343, 348 et 356-357).

L'ANALYSE DES CLASSES SOCIALES CHEZ MARX

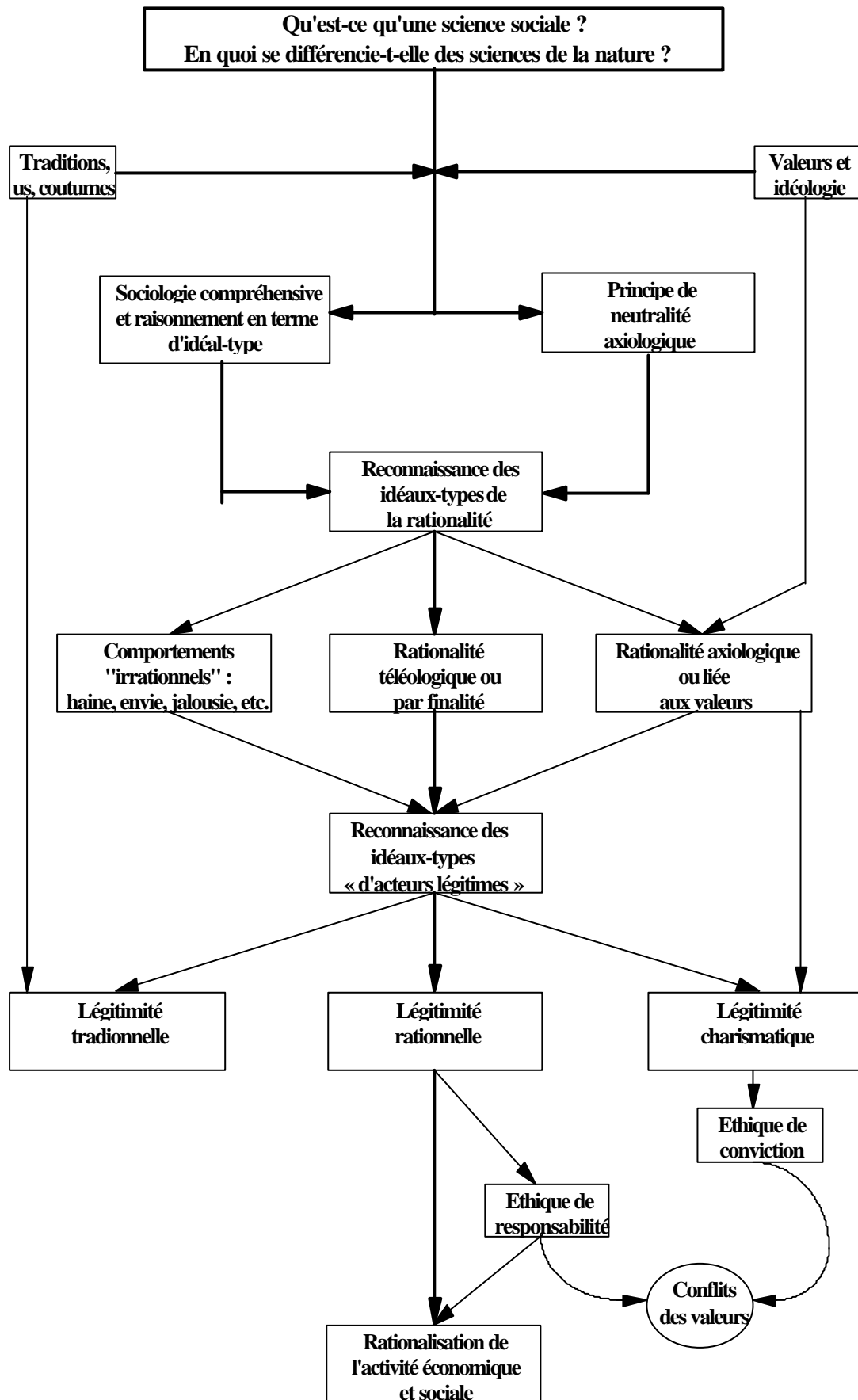
Qu'est-ce qu'une classe sociale ? Pour Karl Marx, dans un premier temps, l'identité des revenus (salaires, profits et rentes foncières) et leurs sources (mise en valeur de la force de travail, du capital ou de la propriété foncière) pourraient déterminer l'existence d'une classe sociale (texte 76 : **Qu'est-ce qu'une classe sociale ?**, *Le Capital*, livre III, Éditions sociales, 1960, pages 259-260).

Peut-on donc, par exemple, dire que les paysans forment une classe ? En ce qui concerne les paysans parcellaires du XIX^e siècle, pour Marx, la réponse est oui et non : non, parce qu'ils ne constituent qu'une simple addition de grandeurs sans communauté, sans organisation politique... et oui, car les millions de familles de paysans se « distinguent par leur mode d'existence, leur culture et leur intérêts des autres classes et se posent réciproquement en ennemies » (texte 77 : **Les paysans forment-ils une classe sociale ?**, *Le 18 brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*, Costes, 1928, pages 313-314). En réalité, pour Marx, le critère fondamental qui permet de distinguer des classes sociales, c'est la place occupée dans le processus de production. Or, ce processus tend à se développer de telle façon que la société est de plus en plus divisée en deux classes antagonistes (texte 78 : **L'histoire : une lutte des classes permanente**, Friedrich Engels et Karl Marx, *Manifeste du Parti communiste*, Éditions sociales, 1966, pages 27-28) : d'une part, la bourgeoisie, propriétaire du capital, qui est née des contradictions du régime féodal, jouant, à son heure, un rôle révolutionnaire dans l'histoire des sociétés de par son comportement (textes 79 : **Le rôle révolutionnaire de la bourgeoisie**, Friedrich Engels et Karl Marx, *Manifeste du Parti communiste*, Éditions sociales, 1975, page 32 ; et 80 : **En quoi la bourgeoisie a-t-elle joué un rôle révolutionnaire ?**, *ibid.*, pages 33-34), et, d'autre part, le prolétariat qui lui loue sa force de travail (texte 81 : **Le prolétariat**, Friedrich Engels et Karl Marx, *Manifeste du Parti communiste*, Librairie générale française, 1979, pages 14-15). Cet antagonisme croissant implique, bien évidemment, des changements sociaux, par exemple, l'émergence des femmes dans le monde du travail ou la prolétarianisation des « anciennes petites classes moyennes » (texte 82 : **Changements sociaux**, *ibid.*, pages 15-16).

LE PROCESSUS DE RATIONALISATION DES ACTIVITÉS SOCIALES CHEZ WEBER

Nous avons souligné précédemment (voir chapitre 1, II) l'importance que Max Weber accorde à la rationalité des acteurs dont il distingue différents degrés. L'existence de ces degrés de rationalité répond à une exigence méthodologique bien spécifique. Comment, en effet, justifier la supériorité apparente du comportement rationnel en finalité sur les autres types de comportement (texte 65) ? Et même, en aval, comment justifier le processus même de rationalisation ? Cette primauté de la rationalité téléologique n'est pas un fait naturel. Elle naît, nous le verrons, de l'organisation des institutions propres au monde occidental. L'essentiel est de comprendre, avant tout, souligne Max Weber, qu'à l'échelle individuelle, chacun peut agir par raison, du fait de sa responsabilité (c'est agir rationnellement par finalité), et être en contradiction avec sa conviction (texte 83 : **Rationalité en finalité et formes irrationnelles de comportement**, *Essais sur la théorie de la science*, Presses pocket, 1992, pages 303-305). Max Weber postulant pour le caractère irréductible de cette opposition entre « l'éthique de responsabilité et l'éthique de conviction » (texte 84 : **Éthique de responsabilité et éthique de conviction**, *Le Savant et le politique*, Union générale d'éditions, 1963, pages 112-113), il apparaît que le conflit social est inscrit dans la nature de l'homme, et non la coopération. Cette interprétation de l'activité sociale, au demeurant peu optimiste, se traduit aux niveaux méso et macro-sociaux (c'est l'enclenchement du processus d'agrégation) par l'existence de rapports de domination, domination qu'exercent des acteurs ou autorités légitimes (texte 85 : **Les fondements de la légitimité du pouvoir**, *ibid.*, page 114). Une fois de plus, Max Weber réitère une interprétation fondée sur des idéaux-types, mais il s'agit maintenant de légitimité (*ibid.*). En fait, la rationalisation procède de la domination qu'exerce « légalement » sur l'activité sociale le type de légitimité que Weber qualifie de rationnelle. Ce pouvoir de domination légale n'est en fait « attesté qu'en Occident ». Il se concrétise par « une constitution écrite, un droit rationnellement établi et une administration orientée par des règles rationnelles ou des lois » (texte 86 : **Le processus de rationalisation des activités socio-économiques**, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Plon, 1972, pages 11-12 et 17). Ce processus de rationalisation a son acteur privilégié : le bureaucrate (texte 87 : **La bureaucratie : le modèle le plus achevé de la rationalisation**, *Économie et société*, tome 1, Plon, 1971, page 229), car « le type de la direction administrative, rationnelle et légale est susceptible d'application universelle et il est le plus important dans la vie quotidienne [...] car avant tout, dans la vie quotidienne, la domination est *administration* » (*Économie et société*, Plon, 1971, page 225).

En définitive, l'approche de Weber s'avère être radicalement opposée à celle d'Émile Durkheim. La rationalisation procède d'une logique de soumission à une



légitimité rationnelle dont l'État et ses institutions sont les garants. À travers, par exemple, le respect des règles constitutionnelles, chacun sera soumis à une contrainte légitime dont l'État détient le monopole. Émile Durkheim, à l'inverse, percevait dans cette soumission, non pas la contrainte, mais les fondements d'un régime axé sur la coopération, sur une solidarité qualifiée d'organique.

DÉMOCRATIE ET INÉGALITÉS

I. LE DÉVELOPPEMENT DE LA DÉMOCRATIE ET DE L'ÉGALITÉ DES CONDITIONS CHEZ TOCQUEVILLE

La démocratie procède-t-elle de la liberté de penser et d'agir de chacun ? En particulier, les démocraties contemporaines ne sont-elles inspirées que du principe de liberté naturelle de la personne humaine, comme ont pu l'affirmer certains philosophes du siècle des lumières ? Alexis de Tocqueville, au XIX^e siècle, observant la démocratie naissante des États-Unis d'Amérique, conclut sur une alternative radicalement différente, qui infirme la thèse précédente. La liberté individuelle, nous suggère de Tocqueville, n'est pas inscrite en l'homme mais dans les liens sociaux que les hommes tissent entre eux. Il n'y a donc pas de véritable frontière entre le citoyen et l'individu libre, car la liberté se construit au sein des sociétés. De fait, ce n'est pas dans le principe de liberté individuelle qu'il faut rechercher la source du phénomène démocratique. Ainsi, si la « révolution » démocratique a eu lieu, sans tumulte, sans heurt, dans un pays en quête de frontières, c'est parce qu'elle fut le fruit d'une toute autre passion : celle de l'égalité (textes 88 : **De quoi procède la démocratie ?**, *De la démocratie en Amérique*, GF-Flammarion, 1981, tome 2, page 174 ; 89 : **L'égalité, condition nécessaire à la démocratie**, *ibid.*, pages 119 à 124 ; et 90 : **Égalité et mobilité sociale**, *ibid.*, page 225). Le refus des logiques de la barrière et du niveau, le rejet de l'inégalité sociale, tel est le principe qui dirige la pensée et l'action du « citoyen démocratique ». Celui-ci nivelle les barrières entre le « maître et le serviteur ». Il garantit la mobilité sociale (texte 90).

Mais comment expliquer cette adhésion collective, cette soumission volontaire, à ce principe ? L'homme démocratique, nous répond Alexis de Tocqueville, est un individualiste qui a le goût du bien-être, la seule « passion naturelle » aux hommes. Ce goût l'incite à se défier des actes susceptibles de briser l'ordre social comme, par exemple, il le pousse à préférer le commerce, « ennemi de toutes les passions violentes » à « l'enthousiasme des révolutions ». En contrepartie, il se soumettra à l'opinion publique qui règne en maître. Ainsi, si « sous le gouvernement d'un seul, le despotisme, pour arriver à l'âme, frappait grossièrement le corps ; et l'âme, échappant à ses coups, s'élevait glorieuse au-dessus de lui », l'opinion publique, elle, même si elle n'interdit rien, sanctionne tout autant : « Vous êtes libre de ne pas penser comme moi [...] mais, de ce jour, vous êtes un étranger parmi nous [...]. Quand vous vous approcherez de vos semblables, ils vous fuiront comme un être impur [...] »

Les conclusions vers lesquelles nous amène de Tocqueville ne sont finalement guère surprenantes. « J'ai vu en Amérique », écrit-il, « les hommes les plus libres et les plus éclairés, placés dans la condition la plus heureuse qui soit au monde ; il m'a semblé

qu'une sorte de nuage couvrait habituellement leurs traits ; ils m'ont paru graves et presque tristes jusque dans leur plaisir »⁸. En fait, le citoyen américain est frustré du décalage qu'il y a entre ses désirs et la réalité : la démocratie a ceci de particulier qu'elle se fonde sur une ambition généralisée pour des réussites rares. Cette même démocratie a ses limites dans la tyrannie que peut exercer l'opinion publique sur la minorité. Il faut alors envisager « un corps législatif indépendant de ses passions ». En réalité, il faut envisager de nouveaux remèdes (texte 91 : **De nouveaux remèdes et des maux nouveaux**, *De la démocratie en Amérique (Les grands thèmes)*, Gallimard, 1968, page 362) et tendre vers la séparation des pouvoirs (texte 92 : « **De la tyrannie de la majorité** » à **la nécessité d'une séparation des pouvoirs**, *De la démocratie en Amérique*, GF-Flammarion, 1981, tome 1, pages 350-351), afin d'éviter toute forme de despotisme (texte 93 : « **Quelle espèce de despotisme les nations ont à craindre ?** », *De la démocratie en Amérique (Les grands thèmes)*, Gallimard, 1968, pages 347-348).

II. LES APPROCHES THÉORIQUES CONTEMPORAINES DE L'INÉGALITÉ DES CHANCES

Égalité de droit, inégalité de fait, le phénomène est connu. Les analyses françaises contemporaines, cependant, divergent quant à l'interprétation qu'on peut en donner. Ainsi, on peut distinguer, d'un côté, Pierre Bourdieu qui reprend la logique holiste durkheimienne, et, de l'autre, Raymond Boudon, qui reste fidèle à celle, individualiste, de Max Weber. En fait, si le premier raisonne *ex ante*, considérant l'inégalité des chances comme un héritage, le second raisonne *ex post* dans la mesure où il considère que cette inégalité est, en quelque sorte, construite.

Est légitime ce qui est méconnu mais accepté, affirme Pierre Bourdieu dans *Questions de sociologie*. Le système scolaire est légitimé dans son fonctionnement car il se fonde sur un idéal reconnu, l'idéal méritocratique mais cette reconnaissance est méconnaissance. La méritocratie est une illusion que légitiment les plus hautes institutions scolaires et universitaires (texte 94 : **Institution universitaire et reproduction des valeurs**, Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers*, Minuit, 1971, pages 105-106) : l'école choisit ses élus. « La mortalité scolaire » étant dépendante, quasi fonctionnellement, du capital culturel de chacun, « l'école élimine continûment les enfants originaires des milieux plus défavorisés » (texte 95 : « **Le choix des élus** », *ibid.*, pages 19 et 22-24). Le milieu social, la famille en particulier (textes 96 : **Le poids du capital culturel**, *ibid.*, page 30 ; et 97 : **Inégalité et capital linguistique**, Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, Minuit, 1984, pages 124 à 127), sont au cœur de ce processus inégalitaire. Quant au milieu universitaire, il produit « des sujets sélectionnés et sélectionnables en suscitant l'adhésion aux valeurs engagées dans la hiérarchie scolaire », valeurs dont le principe supérieur consiste à accorder le plus haut prestige aux études où l'ambition théorique est élevée, indépendamment des possibilités propres à chaque étudiant (texte 94). Ce système est-il réformable ? Il faut reconnaître, souligne Pierre Bourdieu, que la politique scolaire a favorisé l'entrée dans l'enseignement supérieur des fils d'ouvriers et de paysans. Cependant, cet effort restera formel tant que les inégalités

⁸. *De la démocratie en Amérique*, tome 2, GF-Flammarion, 1981, page 171.

ne seront pas vaincues par des actions pédagogiques appropriées (textes 98 : **L'évaluation des performances scolaires selon Bourdieu : une égalité formelle**, Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers*, Minuit, 1971, page 104 ; et 99 : **La politique éducative peut-elle tenir compte des effets de l'origine sociale ?**, *ibid.*, pages 104-105).

Raymond Boudon répond à la logique bourdieusienne en contestant l'idée même de primauté des structures sociales sur l'individu (texte 100 : **Le cumul des inégalités : un déterminisme à tempérer**, Raymond Boudon et François Bourricaud, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Presses universitaires de France, 1990, page 310). Boudon reprend à son compte l'analyse webérienne de la rationalité. Ainsi, écrit-il, si l'individu est rationnel, il faut alors expliquer son comportement (ses attitudes, ses croyances, etc.). Cela veut dire, poursuit-il, qu'il faut « mettre en évidence *les bonnes raisons* qui l'ont poussé à adopter ce comportement [...], tout en reconnaissant que ces raisons peuvent, selon les cas, être de type utilitaire ou téléologique, mais aussi bien appartenir à d'autres types » (*L'Idéologie*, Fayard, 1986, pages 24 et 25). Le holisme durkheimien est ici ouvertement contesté. Raymond Boudon interprète le phénomène de l'inégalité à partir de l'individu, l'initiateur exclusif, à ses yeux, des institutions et des régularités sociales.

Pour lui, ce sont, paradoxalement, de « bonnes » raisons qui génèrent les inégalités sociales. Les actes individuels ont cette particularité, parfois, d'engendrer des effets non désirés, ce que l'auteur appelle « des effets émergents » (texte 101 : **Les effets pervers de l'investissement scolaire**, *Effets pervers et ordre social*, Presses universitaires de France, 1977, pages 8-9). Ainsi, la demande éducationnelle, qui s'est accrue au sortir de la seconde guerre mondiale, s'est traduite à la fois par l'augmentation de l'investissement individuel en capital humain et une compétition sans cesse croissante pour les meilleures places (*ibid.*). Du fait de l'évolution de cette demande, des investissements personnels, mais aussi de la transformation économique des sociétés industrielles (texte 102 : **L'inégalité des chances dans les sociétés industrielles**, *L'Inégalité des chances*, Hachette, 1994, page 35), la stratification sociale a été remodelée (*cf.* schéma in *L'Inégalité des chances*, Hachette, 1994, page 302 ; et texte 103 : **L'inégalité des chances selon Raymond Boudon**, *ibid.*, pages 301 et 303-309). Il convient, dès lors, de ne pas se tromper dans la lecture statistique du phénomène : être instituteur aujourd'hui, c'est peut-être avoir connu une mobilité sociale ascendante par rapport au père, mais ce n'est pour autant un symbole de la réduction de l'inégalité intra-générationnelle (texte 102). C'est la stratification sociale qui, en dernière instance, influera le plus sur le niveau de l'inégalité sociale (texte 103). Elle agit à travers l'idéal méritocratique sur lequel elle se fonde, mais aussi, comme l'avait fortement souligné Max Weber au XIX^e siècle, à travers les rapports de domination qu'elle sous-tend (*cf.* schéma cité). Le milieu social n'est donc qu'une variable explicative secondaire.

**CRISES, RÉGULATION
ET DYNAMIQUE DU DÉVELOPPEMENT**

CRISES ET POLITIQUES ANTI-CRISES DANS LES PAYS DÉVELOPPÉS

I. L'APPROCHE LIBÉRALE CLASSIQUE

Pour les classiques, les produits trouvent toujours à s'échanger, conformément à la loi dite « des débouchés » énoncée pour la première fois par Jean-Baptiste Say en ces termes : « Un produit terminé offre, dès cet instant, un débouché à d'autres produits » (texte 104). Cette analyse est approuvée par David Ricardo (texte 105 : **L'économie de l'offre**, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, GF-Flammarion, 1993, pages 303-304) et fonde ce qu'on appelle aujourd'hui « l'économie de l'offre », popularisée aux États-Unis, dans les années 1970, par Arthur Laffer et sa célèbre courbe lui permettant d'avancer l'idée que « trop d'impôt tue l'impôt », et par George Gilder, dans *Richesse et pauvreté*⁹, où il écrit : « L'offre créant sa propre demande est un principe fondamental de l'économie classique appelé loi de Say [...]. Dans son essence, elle s'assimile au potlach. Le capitalisme consiste à fournir un bien sans contrepartie immédiate. Dans l'offre, la demande est implicite. »¹⁰ La prospérité d'un pays est donc fondée sur la capacité des entreprises à produire des biens et des services (texte 106). C'est cette production qu'il faut encourager en laissant, tout simplement, fonctionner les mécanismes du marché (texte 105). Si crise il y a, elle ne peut qu'être accidentelle et ne se déclencher qu'en raison d'un mauvais fonctionnement du système (texte 107). Et qui empêche le système de bien fonctionner ? Qui réglemente l'activité économique, empêchant que ne jouent librement les forces du marché ? Qui entrave, par exemple, la flexibilité du travail ? Qui ponctionne les entreprises, de qui dépend la prospérité ? L'État, bien sûr !

L'État serait-il inutile, voire nuisible, aux yeux des théoriciens libéraux classiques ? Non, pas tout à fait ! Même Adam Smith, le « père fondateur » ne le pense pas. Mais son action doit se « limiter » à la défense de la société, à la protection de tous ses membres, y compris « contre l'injustice et l'oppression », à la réalisation d'infrastructures et à l'administration des services d'éducation de la jeunesse, notamment à l'éducation des « gens du peuple » (texte 108 : **Les fonctions de l'État**, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, GF-Flammarion, 1991, tome 2, pages 308-309). On le voit, l'auteur de la *Théorie des sentiments moraux* (1759) n'a pas que des préoccupations d'ordre purement économique. Il n'est pas, non plus, complètement hostile à un éventuel coup de main à la... « main invisible ». Pourtant, si l'État doit avoir une action économique, elle doit être aussi réduite que possible, et surtout, si elle existe, elle doit favoriser le secteur de la production, l'offre, et non la demande.

⁹. Albin Michel, collection « Tendances actuelles », 1981, 333 pages.

¹⁰. Page 37.

Tous les penseurs du XVIII^e et du XIX^e siècles favorables à l'économie de marché n'ont pas la même vision des choses, même si on leur attribue à tous l'étiquette de « classiques ». C'est le cas, notamment, de Thomas Robert Malthus, connu pour sa théorie de la population, mais aussi auteur d'intéressants, mais méconnus, *Principes d'économie politique*. Intéressants et originaux : en effet, non content de mettre en avant, comme facteurs de la prospérité, des causes relevant de la politique et de la « morale », d'une part (texte 109 : **Les conditions sociopolitiques de la prospérité selon Malthus**, *Principes d'économie politique*, Calmann-Lévy, 1969, pages 251-252), des causes démographiques, d'autre part, il insiste, en outre, sur la nécessité d'une « demande effective » (texte 110 : **La vision pré-keynésienne de Malthus**, *ibid.*, page 253). Ainsi donc, plus d'un siècle avant Keynes qui reprendra cette expression et la popularisera, Malthus conteste la validité de la loi des débouchés (texte 111 : **La contestation, par Malthus, de la loi des débouchés**, *ibid.*, pages 256-257).

104

La loi des débouchés

Dans des lieux qui produisent beaucoup, se crée la substance avec laquelle seule on achète : je veux dire *la valeur*. L'argent ne remplit qu'un office passager dans ce double échange ; et, les échanges terminés, il se trouve toujours qu'on a payé des produits avec des produits.

Il est bon de remarquer qu'un produit terminé offre, *dès cet instant*, un débouché à d'autres produits pour tout le montant de sa valeur. En effet, lorsque le dernier producteur a terminé un produit, son plus grand désir est de le vendre, pour que la valeur de ce produit ne chôme pas entre ses mains. Mais il n'est pas moins empressé de se défaire de l'argent que lui procure sa vente, pour que la valeur de l'argent ne chôme pas non plus. Or, on ne peut se défaire de son argent qu'en demandant à acheter un produit quelconque. On voit donc que le fait seul de la formation d'un produit ouvre, dès l'instant même, un débouché à d'autres produits.

C'est pour cela qu'une bonne récolte n'est pas seulement favorable aux cultivateurs, et qu'elle l'est en même temps aux marchands de tous les autres produits. On achète davantage toutes les fois qu'on recueille davantage. Une mauvaise récolte, au contraire, nuit à toutes les ventes. Il en est de même des récoltes faites par les arts et le commerce. Une branche de commerce qui prospère fournit de quoi racheter, et procure conséquemment des ventes à tous les autres commerces ; et, d'un autre côté, quand une partie des manufactures ou des genres de commerce devient languissante, la plupart des

autres en souffrent.

Jean-Baptiste SAY,
Traité d'économie politique,
(livre I, chapitre 15), 1803.

106

La production, moteur de l'activité économique

Pour encourager l'industrie, il ne suffit pas de la consommation pure et simple ; il faut favoriser le développement des goûts et des besoins qui font naître parmi les populations l'envie de consommer ; de même que, pour favoriser la vente, il faut aider les consommateurs à faire des gains qui les mettent en pouvoir d'acheter, et qui, par là, donnent lieu à des consommations constamment renouvelées et favorables au bien-être des familles.

Après avoir compris que la demande des produits en général est d'autant plus vive que la production est plus active, vérité constante malgré sa tournure paradoxale, on doit peu se mettre en peine de savoir vers quelle branche d'industrie il est à désirer que la production se dirige. Les produits créés font naître des demandes diverses, déterminés par les mœurs, les besoins, l'état des capitaux, de l'industrie, des agents naturels du pays ; les marchandises les plus demandées sont celles qui présentent, par la concurrence des demandeurs, de plus forts intérêts pour les capitaux qui y sont consacrés, de plus gros profits pour les entrepreneurs, de meilleurs salaires pour les ouvriers ; et ce sont

celles-là qui sont produites de préférence.

Jean-Baptiste SAY,
Traité d'économie politique
(livre I, chapitre 15), 1803.

107

Les causes d'une éventuelle surproduction

Cela étant ainsi, d'où vient, demandera-t-on, cette quantité de marchandises qui, à certaines époques, encombrant la circulation, sans pouvoir trouver d'acheteurs ? Pourquoi ces marchandises ne s'achètent-elles pas les unes les autres ?

Je répondrai que des marchandises qui ne se vendent pas, ou qui se vendent à perte, excèdent la somme des besoins qu'on a de ces marchandises, soit parce qu'on en a produit des quantités trop considérables, soit plutôt parce que d'autres productions ont souffert. Certains produits surabondent, parce que d'autres sont venus à manquer.

En termes plus vulgaires, beaucoup de gens ont moins acheté, parce qu'ils ont moins gagné ; et ils ont moins gagné, parce qu'ils ont trouvé des difficultés dans l'emploi de leurs moyens de production, ou bien parce que ces moyens leur ont manqué.

Aussi, l'on peut remarquer que les temps où certaines denrées ne se vendent pas bien sont précisément ceux où d'autres denrées montent à des prix excessifs ; et comme ces prix élevés seraient des motifs pour en favoriser la production, il faut que des causes majeures ou des moyens violents, comme des désastres naturels ou politiques, l'avidité ou l'impéritie des gouvernements, maintiennent forcément d'un côté cette pénurie, qui cause un engorgement de l'autre. Cette cause de maladie politique vient-elle à cesser, les moyens de production se portent vers les routes où la production est demeurée en arrière ; en avançant dans ces voies-là elle favorise l'avancement de la production dans toutes les autres. Un genre de production devancerait rarement les autres, et ses produits seraient rarement avilis, si tous étaient toujours laissés à leur entière liberté.

Jean-Baptiste SAY,
Traité d'économie politique
(livre I, chapitre 15), 1803.

II. LE CAPITALISME ET SES CRISES SELON KARL MARX

Pour Marx, la crise est inhérente au système capitaliste lui-même. En effet, la concurrence des entreprises nécessite une amélioration de la production qui passe par l'accumulation du capital. Or, cette accumulation modifie la composition technique du capital (texte 112 : **Les changements dans la composition technique du capital**, *Le Capital*, Éditions sociales, 1968, livre I, tome 3, page 64) au profit de ce que Marx appelle le « capital constant », et au détriment de ce qu'il qualifie de « capital variable » (texte 113 : **Capital constant et capital variable**, *Le Capital*, Éditions sociales, 1967, livre I, tome 1, page 207). C'est précisément sur ce dernier que le capitaliste peut prélever une plus-value (texte 114 : **La production de plus-value**, *Salaire, prix et profit*, Éditions sociales, 1969, pages 92-93). Si la part du capital variable dans le capital total baisse, le taux de profit, à savoir le rapport entre la plus-value et le capital total (texte 115 : **Le taux de profit**, *Le Capital*, Éditions sociales, 1965, livre III, tome 1, page 61) ne peut que baisser (texte 116 : **La baisse tendancielle des taux de profit**, *ibid.*, pages 225-227), sans pour autant qu'on puisse en fixer le niveau minimum (texte 117 : **Il n'y a pas de minimum du taux de profit**, *Salaire, prix et profit*, Éditions sociales, 1969, page 107).

Qui dit tendance à la baisse des taux de profit ne veut pas dire baisse régulière. Bien au contraire, l'évolution du capitalisme est jalonnée de crises qui reviennent de façon cyclique, des crises qui devraient, écrit Marx, se rapprocher de plus en plus jusqu'à celle qui provoquera la mort du système (texte 118 : **Crises et cycles**, *Le Capital*, Éditions sociales, 1968, livre I, tome 3, pages 76 et 77).

Pour sauver ce système, ou, du moins, retarder sa disparition, les capitalistes pourraient, pensera-t-on, lâcher du lest et augmenter les salaires, les plus bas notamment, ceux des ouvriers, pour stimuler la demande. Ce serait suicidaire pour eux, nous dit Marx, car cela déboucherait également sur une baisse généralisée des profits (texte 119 : **D'une hausse éventuelle des salaires à la baisse des profits**, *Salaires, prix et profit*, Éditions sociales, 1969, pages 69-70) qui accélérerait leur perte. Leur intérêt est donc bel et bien de résister à la pression des salariés le plus longtemps possible afin de retarder « l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire [...] l'abolition définitive du salariat »¹¹ qui marquera la disparition définitive du capitalisme... et de ses crises.

III. LA CONTESTATION KEYNÉSIIENNE

Comme les classiques, Keynes pense que l'économie peut parvenir à un certain équilibre. Malheureusement, cet équilibre peut être un équilibre de sous-emploi. La lutte contre le sous-emploi, prioritaire à ses yeux, passe par un accroissement du revenu national (texte 120 : **Le système économique keynésien**, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot, 1969, pages 251-252). Or cet accroissement s'explique par de nombreux facteurs. Il y a, par exemple, des facteurs liés à des variables psychologiques, comme la propension à consommer ou l'état de la préférence pour la liquidité. Pourtant, c'est l'efficacité marginale du capital qui joue le rôle le plus important, et c'est principalement à ses fluctuations, écrit-il, qu'il faut attribuer l'existence de cycles économiques (textes 121 : **La notion de cycle**, *ibid.*, page 311 ; et 122 : **La crise chez Keynes**, *ibid.*, pages 311-312).

Comment lutter contre les crises ? D'abord, en évitant qu'il y ait des cycles, c'est-à-dire en régulant l'activité économique de façon à supprimer tout « boom » inévitablement suivi d'un retournement de tendance (texte 123 : **La crise de surproduction**, *ibid.*, pages 319-320). Qui doit s'en charger ? L'État, bien sûr, notamment en stimulant la demande effective (texte 124 : **Le rôle attendu de l'État**, *ibid.*, page 372 à 373).

¹¹. *Salaires, prix et profit*, texte de deux conférences prononcées devant le Conseil général de l'Association générale des travailleurs (1^{ère} Internationale), les 20 et 27 juin 1865, Éditions sociales, 1969, page 110.

IV. L'APPROCHE MONÉTARISTE DE MILTON FRIEDMAN

L'approche libérale de l'économie a quelque peu changé depuis les écrits de ses fondateurs. Ses prolongements se trouvent aujourd'hui dans le courant de pensée néolibéral que l'on peut, pour simplifier, diviser en deux approches : celle de l'économie de l'offre, évoquée plus haut, et celle, « monétariste », de « l'école de Chicago », et, notamment, de Milton Friedman, dont l'œuvre, pourtant quantitativement modeste, a eu une influence considérable sur les politiques économiques des grandes puissances capitalistes dans les années 1970-1980. Elle a, du reste, été couronnée par le prix Nobel d'économie en 1976.

La crise, pour Friedman, c'est essentiellement l'inflation, laquelle est, à ses yeux, un phénomène essentiellement monétaire (texte 125 : **L'inflation en bref**, *Inflation et systèmes monétaires*, Presses pocket, 1991, page 91). De fait, dans les années 1970, suite au premier choc pétrolier, la préoccupation majeure, dans les pays développés à économie de marché, est la lutte contre l'inflation. Vaincue dans les pays de la triade (Union européenne, États-Unis, Japon), elle laissera place, dans les années quatre-vingt, à une autre préoccupation majeure : vaincre le chômage.

Quelles sont les causes de l'inflation ? Une seule, nous dit Friedman : « Un accroissement anormalement rapide de la quantité de monnaie par rapport au volume de la production » (textes 126 : **L'origine de l'inflation**, *ibid.*, page 44 ; et 128). Pourquoi cet accroissement anormal ? Parce que certains gouvernements cherchent à « forcer l'allure » du développement en augmentant leurs dépenses alors qu'ils ne peuvent pas, corrélativement, augmenter autant les impôts. C'est donc l'inflation qui fait office d'impôt (textes 125 ; 127 : **Pourquoi la quantité de monnaie s'accroît-elle plus rapidement que la production ?**, *ibid.*, pages 49-52 ; et 128 : **Inflation et développement économique**, *ibid.*, pages 72-73).

Comment lutter contre l'inflation ? En dépensant moins et en fabriquant moins de monnaie ; bref, en réduisant l'accroissement de la monnaie (texte 129 : **Le remède à l'inflation**, *ibid.*, page 52). Concrètement, il faut que les gouvernements se dotent d'indicateurs et d'objectifs significatifs à atteindre. Le meilleur indicateur est la masse monétaire et ses variations, et il faut se donner comme objectif majeur un pourcentage d'accroissement précis de cette masse monétaire auquel on se tiendra coûte que coûte afin de briser les éventuelles anticipations inflationnistes des agents (texte 130 : **L'élaboration de la politique anti-inflationniste et ses instruments**, *ibid.*, pages 125 et 137).

Sur le plan international, l'État se gardera, tout simplement, d'intervenir, et laissera flotter la monnaie du pays au gré des offres et des demandes dans le cadre d'un système de taux de change flexibles paré de toutes les vertus (texte 131 : **Pour des taux de change flexibles**, *ibid.*, pages 220-222).

MUTATIONS ET SPÉCIFICITÉS DE LA CRISE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Le sous-développement est un phénomène récent dans la mesure où on ne peut l'évoquer que s'il y a, par ailleurs, développement. Autrement dit, tant que tous les pays étaient pauvres, il n'y avait pas de sous-développement des uns par rapport aux autres. C'est l'émergence, au XIX^e siècle, des actuelles grandes puissances économiques qui a, simultanément, créé des écarts de développement.

La révolution industrielle une fois terminée, parle-t-on pour autant de sous-développement ? Non, car les actuels pays sous-développés, ou « en développement », ne sont encore que des colonies, c'est-à-dire, en quelque sorte, de lointains appendices des grandes puissances, sur lesquels elles ont pu, dans une certaine mesure, s'appuyer pour réaliser leur propre décollage. Du reste, Marx (textes 132 : **La genèse du capitalisme industriel**, *Le Capital*, Éditions sociales, 1968, livre I, tome 3, page 193 ; et 133 : **Les avantages de la colonisation**, *ibid.*, pages 195-196), les marxistes et tous les tiers-mondistes d'aujourd'hui accusent les anciennes puissances coloniales d'une exploitation éhontée, comme la bourgeoisie, chez elles, exploitait le prolétariat. Cette exploitation aurait, selon eux, empêché les colonies, devenues, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, indépendantes, de réaliser leur propre décollage économique. Allant plus loin, ils les accusent de perpétuer ce blocage à travers l'actuelle division internationale du travail, fondée sur la promotion du libre échange, conformément aux vœux de Smith et de Ricardo (voir, sur ce point, le chapitre 5 de la première partie). Celle-ci pérenniserait, voire renforcerait les inégalités de développement.

Il est clair que la plupart des auteurs au programme de l'enseignement de spécialité, dont les écrits sont parus entre la fin du XVIII^e siècle et le début du XX^e, ne se sont guère préoccupés du sous-développement, le concept lui-même n'existant pas. Toutefois, dans une certaine mesure, et comme le programme le suggère, on peut faire appel à leurs thèses pour y trouver d'éventuelles solutions au sous-développement pour faire des pays du tiers monde des pays réellement « en voie de développement ». On peut donc utiliser, en plus des textes de Marx fustigeant le colonialisme, des textes de Smith, Ricardo, Marx et Keynes qu'on trouvera dans les chapitres précédents. On aura garde d'oublier Max Weber et ses thèses sur la rationalisation des activités sociales et on pourra utiliser, notamment, des extraits de *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*.

Paradoxalement, c'est à d'autres sociologues, contemporains, ceux-là que nous faisons appel pour résumer les différentes théories du développement (texte 134 : **Les théories du développement**, Raymond Boudon et François Bourricaud, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Presses universitaires de France, pages 168 à 170) et porter un

jugement sur elles (texte 135 : **Les théories contemporaines du développement : des « manteaux d'Arlequin »**, *ibid.*, pages 172 et 174-175.).

**BIOGRAPHIES DES AUTEURS
INSCRITS AU PROGRAMME
DE L'ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ**

LES ÉCONOMISTES

I. Thomas Robert MALTHUS **(1766-1834)**

Thomas Robert Malthus est né en 1766 à Roockery, dans les environs de Londres. Il est marqué par les idées de son père, gentilhomme campagnard, adepte des idées nouvelles de l'époque et disciple de Condorcet, Godwin et Jean-Jacques Rousseau. Malthus étudie à l'université de Cambridge, où il fait de brillantes études.

En 1788, il est ordonné pasteur anglican d'un petit bourg, Albury. En tant qu'homme d'église, il est chargé de l'aide aux pauvres dans sa commune : les mauvaises récoltes de 1794 à 1800 engendrent misère et détresse dans le pays. C'est alors qu'il écrit, en 1796, *La Crise*, ouvrage dans lequel il prend position en faveur de la justice sociale et propose de développer le système d'assistance publique aux pauvres. L'économie et la société constituent son terrain de réflexion principal. Mais, quelques années plus tard, il s'oppose à l'application d'une nouvelle loi qui oblige les paroisses à aider les personnes qui ne reçoivent pas un salaire suffisant pour vivre. Pour réfuter les idées de Godwin et protester contre cette nouvelle loi, Malthus publie, en 1798, de manière anonyme, une première édition de son *Essai sur le principe de la population* intitulée *Essai sur le principe de la population et comment il intéresse l'amélioration future de la société*. En 1803, il publie une seconde édition, sen-

siblement modifiée, qu'il signera, cette fois, de son nom. Deux ans plus tard, il est nommé professeur d'histoire et d'économie politique à l'université de la Compagnie des Indes, au collège d'Haileybury. Il n'hésite pas à traduire ses idées sur le plan concret et s'engage politiquement à propos de la loi sur les pauvres. En 1807, il tente d'influencer le législateur en prenant la plume et en écrivant *Observations à Samuel Whitbread sur son projet tendant à modifier la loi des pauvres*. Il publie en 1814 une réflexion sur les blés : *Observations relatives aux lois des blés*.

Sans doute, peut-on clairement situer Malthus comme l'un des fondateurs de l'économie positive car il réunit des statistiques et tente de fonder ses analyses sur l'observation des faits. La rencontre avec David Ricardo le pousse à faire œuvre de théoricien. Ainsi, Malthus va élaborer une théorie de la croissance et du déséquilibre qui annonce celle de Keynes dans les *Principes d'économie politique*, qu'il publie en 1820. En 1827, il réunit dans *Définitions en économie politique*, la somme de ses connaissances.

Malthus s'éteint en décembre 1834.

II. Adam SMITH (1723-1790)

« Rien n'est beau en moi que mes l-vres ». Cette confiance d'Adam Smith, faite à l'un de ses amis qui visite sa bibliothèque, symbolise à merveille la singularité et l'esprit de cet auteur, aujourd'hui considéré comme le père fondateur du classicisme économique. Né à Kircaldy, en Écosse, en 1723, Adam Smith souffrira, sa vie durant, d'une maladie nerveuse qui le fera toujours hocher de la tête et lui donnera une diction bredouillante. De plus, il manifestera, en bien des circonstances, une distraction qui finira par devenir légendaire. Ainsi, plongé dans ses méditations, il lui arrive de parcourir, au réveil, plus de vingt kilomètres en robe de chambre.

Son itinéraire est à l'image du personnage, des plus singuliers : à quatre ans, le jeune Smith se fait enlever par des bohémiens qui l'abandonnent sur une route ; à dix-sept ans, et à dos de cheval, il part pour l'université d'Oxford (loin d'être ce temple actuel du savoir orthodoxe) où il se fait sévèrement réprimander pour s'être initié à la philosophie « amoral » du *Traité de la nature*, de David Hume.

Mais, c'est à l'université de Glasgow, en 1751, lorsqu'il obtient la chaire de morale (!), que notre auteur acquiert sa prodigieuse notoriété. Il y refuse évidemment l'enseignement en latin. De même, les « lectures », le dimanche, sur l'essence de christianisme, tout comme les prières du matin, l'incitent à adresser des pétitions au sénat académique. Néanmoins, avec la parution de sa *Théorie des sentiments moraux*, en 1759, Adam Smith entre d'emblée dans le cénacle des philosophes reconnus. L'homme, dit-il, n'est pas qu'une simple créature égoïste, il est capable de se sublimer en portant sur les autres des ju-

gements moraux qui ne sont pas exempts de sympathie.

En 1776, son œuvre maîtresse, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, paraît et, très vite, est perçue comme la synthèse révolutionnaire de l'esprit de toute une époque. C'est un curieux ouvrage, en vérité. L'index s'étire ainsi sur soixante-trois pages et le lecteur peut y lire, par exemple, que « l'armée n'assure aucune sécurité au souverain si le clergé ne le soutient pas », ou encore, que être « boucher est un métier dangereux et brutal »... En fait, si les digressions sont nombreuses¹², Adam Smith, en exposant clairement les principes de la division du travail, du rôle de l'État dans la perspective classique, etc.¹³, produit là l'un des ouvrages-clés de la science économique, ouvrage qui, d'ailleurs, sera traduit de son vivant en français, en espagnol, en italien, en suédois, en finnois, etc.

Le professeur Smith s'éteindra à soixante-sept ans, célibataire et toujours aussi distrait...

¹². Karl Marx, ironiquement, l'appelle, à ce propos, le commissaire des douanes, lorsqu'il écrit sans passion, par exemple, dans *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, que, sous le règne d'Elisabeth I, « quiconque exporte des brebis, agneaux et béliers doit, pour la première fois, avoir tous ses biens confisqués à perpétuité, subir un emprisonnement d'un an, et, au bout de ce temps, avoir la main gauche coupée ».

¹³. Le lecteur notera ainsi que Smith est le premier à parler de demande effective (livre I, chapitre 3).

III. Jean-Baptiste SAY **(1767-1832)**

Jean Baptiste Say est né à Lyon le 5 janvier 1767, dans une famille protestante. Il séjourne en Angleterre, pour y accomplir des études commerciales. Sa famille connaît des problèmes financiers, ce qui l'oblige à interrompre ses études. Il travaille alors comme commis dans une banque, puis il rentre dans une entreprise d'assurances, à Paris.

La lecture des *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, d'Adam Smith, développe sa motivation pour l'économie, alors que, rentré dans les affaires, il se passionne peu pour son métier et lui préfère la fréquentation de l'élite intellectuelle de son époque.

À partir de 1789, il participe activement aux mouvements révolutionnaires, allant jusqu'à être volontaire pour participer, en 1792, à la campagne militaire en Champagne. Il publie, en 1789, une brochure sur la liberté de la presse et participe, en 1794, au lancement d'un périodique, *La Décade philosophique, littéraire et politique*, dont il deviendra rédacteur en chef.

Comme beaucoup, il soutient ensuite Napoléon Bonaparte. Aussi, il ne peut être que favorable au coup d'État du 18 brumaire, qui marque, pour lui, le début d'une ère de paix et de prospérité. Il devient membre du Tribunat en 1800, mais, à la suite de divergences de vues avec Napoléon, dont il considère que la politique économique ne correspond nullement au libéralisme qu'il souhaite, il est écarté et finit par renoncer aux fonctions publiques. Il se consacre quelques temps à une entreprise de filature. Après la chute de l'Empire, il retourne en Angleterre où il crée une entreprise de textile prospère.

En 1803, il fait paraître la première édition de son *Traité d'économie politique*. Son autorité dépasse alors largement les frontières, et il noue des relations aussi bien avec David Ricardo qu'avec John Stuart Mill. Il consacre beaucoup de temps et d'énergie à défendre ce qu'il croit être la vérité économique. Il porte, notamment, des critiques sévères à Malthus et à Ricardo, leur reprochant d'être allés trop loin en prolongeant des principes discutables avec une méthode insuffisamment rigoureuse, et sans se référer aux réalités.

À compter de 1820, il enseigne l'économie au Conservatoire national des arts et métiers. Un an plus tard, il occupe la première chaire d'économie politique au Collège de France. En 1828, il publie, à la suite de ces années d'enseignement, un *Cours complet d'économie politique*.

Il meurt d'apoplexie en 1832.

On retiendra de Jean-Baptiste Say qu'il se présenta comme un disciple d'Adam Smith et qu'il contribua à la naissance de l'économie politique comme discipline d'enseignement en France. On retiendra aussi qu'il a contribué à la création d'une école libérale française, ses principaux disciples ayant été Paul Leroy-Beaulieu (1843-1916) et surtout Frédéric Bastiat (1801-1850), dont le principal ouvrage, *Harmonies économiques*, paru en 1850, mais malheureusement inachevé, a connu un certain retentissement.

IV. David RICARDO (1772-1823)

David Ricardo naît à Londres en avril 1772 ; il est le troisième fils des 17 enfants d'une famille juive immigrée de Hollande. Son père est courtier à la bourse de Londres. Dès l'âge de 14 ans, il travaille pour le compte de son père comme agent de change et s'initie ainsi à la pratique de la finance. À l'âge de 22 ans, il s'établit à son compte comme courtier en valeurs. Son mariage occasionne sa conversion au quakerisme et provoque une rupture avec sa famille.

Après s'être intéressé aux mathématiques, à la chimie, à la minéralogie et à la géologie (il devient membre de la *Geological Society of London*), il découvre, en 1799, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, d'Adam Smith, puis le *Traité d'économie politique* de Jean-Baptiste Say, en 1803. Dès lors, son intérêt pour l'économie politique ira grandissant. En 1809 et 1810, le *Morning Chronicle* fait paraître des lettres de Ricardo sur le prix de l'or dont l'augmentation lui semble liée à l'émission excessive de billets de banque. En 1810, notre auteur publie, à ce propos, un *Essai sur le haut prix du lingot d'or*. Ses vues sont adoptées par un comité officiel, le *Bullion Committee*, ce qui lui vaut de sévères critiques. C'est l'occasion, pour lui, de publier, en 1811, un ouvrage qui connaît un certain retentissement : *Réponse aux observations pratiques de M. Bosanquet sur le Rapport du Bullion Committee*. Il élargit ensuite sa réflexion aux autres champs de l'économie politique et, en 1815, paraît l'*Essai sur l'influence du bas prix du blé sur les profits* dans lequel il se déclare favorable à l'entrée du blé étranger sur le territoire national afin que les salaires payés par les industriels puissent être abaissés.

Lui qui divise la société en trois classes, les propriétaires fonciers, les travailleurs et les possesseurs de capitaux, prend ainsi fait et cause pour ces derniers.

À une époque faiblement marquée par la tolérance (il existe, à la bourse de Londres, un lieu appelé passage des juifs), Ricardo voit cependant la fortune lui sourire très rapidement et il acquiert un rang social élevé ainsi que la considération de ses contemporains. En 1814, à l'âge de 42 ans, fortune faite, il se retire des affaires.

C'est en 1817 que son ouvrage majeur, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* est publié, ouvrage où il s'essaie à une présentation précise des lois « naturelles » qui président aux relations économiques entre les hommes. L'influence de ce travail s'avérera très importante. Ricardo échange, à cette époque, une riche correspondance avec Thomas Robert Malthus, James Mill et Jean-Baptiste Say.

Député de la chambre des communes à partir de 1819, il participe aux grands débats de son temps. Il est très écouté et apprécié des industriels dont il défend les intérêts face à l'aristocratie foncière. Il se rangera également aux côtés des partisans de l'abolition des lois protectionnistes sur le blé.

David Ricardo meurt le 11 septembre 1823.

V. Karl MARX (1818-1883)

Karl Marx naît à Trèves, en Rhénanie, le 5 mai 1818. Son père est avocat. Après des études de philosophie et de droit, il devient journaliste et rédacteur en chef d'un journal à tendance démocratique révolutionnaire, *La Gazette rhénane*, qui sera interdit par le gouvernement prussien en 1843.

Cette même année, il émigre en France et publie deux articles dans les *Annales franco-allemandes* : *Sur la question juive* et *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel* dans lesquels le prolétariat est décrit comme une force historique. Il devient communiste et choisit, de ce fait, l'idéologie la plus radicale parmi les idéologies révolutionnaires de la classe ouvrière. En 1845, il est expulsé de France à la demande de la Prusse et se réfugie à Bruxelles. Il travaille alors avec Engels dont il a fait la connaissance en 1844. Il milite dans des groupes ouvriers allemands et participe, en 1847, à la création de la première organisation ouvrière internationale : la Ligue communiste. C'est aussi l'époque de ses premiers voyages en Angleterre. Il est expulsé de Bruxelles en 1848.

La révolution de février en France ainsi que le soulèvement démocratique en Allemagne lui permettent de rejoindre d'abord la France puis l'Allemagne. Il est alors favorable à une union avec la bourgeoisie libérale. Il dirige, à Cologne, la section de la ligue des communistes et le journal *La Nouvelle Gazette rhénane*. Les libéraux participent à ce journal mais, après la parution des articles contre les massacres d'ouvriers français, en juin, ils retirent leurs capitaux. Marx rompt avec la bourgeoisie. Il reprend son travail d'organisation et de formation de la classe ouvrière et pu-

blie, en 1849, *Travail salarié et capital*. Il est expulsé d'Allemagne et se réfugie à nouveau en Angleterre.

Sur la base de comparaisons du déroulement des révolutions française et allemande, il publie *Les Luttes de classes en France* en 1850 et *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte* en 1852. Dès 1850, il se met à la préparation de son ouvrage principal, *Le Capital*, dont le livre I ne sera publié que dix-sept ans plus tard. Il collabore aussi à plusieurs journaux démocratiques, puis socialistes. En 1859, il prend la direction de *Das Volk*, organe de l'association culturelle des ouvriers allemands à Londres, et publie *Contribution à la critique de l'économie politique*. En 1864, il joue un rôle majeur dans la fondation de l'Association internationale des travailleurs (la première Internationale) et en fait un véritable organisme de direction politique. Ce n'est qu'en 1867 que paraît le premier tome du *Capital*.

Dès 1872, Marx est en contact avec les mouvements révolutionnaires russes. Mais, rongé par la maladie, Marx ne connaîtra pas la publication des autres tomes du *Capital*. Les livres II à IV seront achevés et publiés, à partir de notes manuscrites de Marx, par Engels, pour le livre II (en 1885) et le livre III (en 1895), et Kautsky, pour le livre IV (en 1910). Karl Marx décède le 14 mars 1883.

VI. John Maynard KEYNES **(1883-1946)**

John Maynard Keynes est né en 1883, à Cambridge, en Angleterre. Son père est professeur de logique et d'économie politique à l'université de Cambridge. Keynes suit ses études au collège d'Eton, parmi les enfants de l'aristocratie britannique. Il monopolise les premiers prix. Il va ensuite au *King's college* de Cambridge où il reçoit l'enseignement de Marshall et Pigou. C'est contre l'enseignement de ce dernier que s'élèveront, par la suite, les premières pages de la *Théorie générale*. Il entre, d'abord, dans le *Civil service*, c'est-à-dire le corps des hauts fonctionnaires anglais, et il est envoyé aux Indes. Il démissionne deux ans plus tard. De retour en Grande-Bretagne, il collabore avec Marshall au *King's College*. En 1911, il devient rédacteur en chef de l'*Economic Journal* où il restera trente-trois ans. Il publie également des articles dans le *Manchester Guardian*. Il devient, en 1913, membre de la *Royal Commission on Indian Currency and Finance*, et il publie sa première œuvre cette même année : *La Monnaie et les finances de l'Inde*. Il s'enrichit grâce à de nombreuses spéculations en bourse, et, par la suite, dirige une compagnie d'assurances. En 1925, il épouse une danseuse russe, Lydia Lopokova.

À la fin de la première guerre mondiale, il représente le ministère des finances à la conférence de la paix qui se tient à Paris. En désaccord avec Lloyd George, dont les exigences concernant les réparations de guerre que devrait payer l'Allemagne lui paraissent très excessives, il démissionne trois jours avant la signature du traité de paix. Il va écrire, par la suite, deux essais : un premier, en 1923, sur le retour du système d'étalon-or en Grande-Bretagne,

qui, selon lui, est une erreur : *Essai sur la réforme monétaire* ; et un deuxième, en 1929, sur *Les Conséquences économiques de la paix*, où il exprime ses inquiétudes quant à l'évolution économique et aux politiques économiques des gouvernements d'alors, et notamment celles du gouvernement britannique. En 1930, il publie un *Traité sur la monnaie* où il rompt totalement avec les idées d'Alfred Marshall. Avec cet ouvrage, il prépare l'intégration de la théorie monétaire et de la théorie générale. L'intégration totale se réalise dans la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* qu'il termine en 1936.

Sa notoriété vaut à Keynes d'être nommé conseiller financier de la Couronne et gouverneur de la Banque d'Angleterre. En 1942, il reçoit le titre de Lord Keynes, baron de Tilton. Enfin, il dirige la délégation britannique lors de la conférence de Bretton Woods et participe, en 1944, à la constitution du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (B.I.R.D.), plus connue aujourd'hui sous le nom de Banque mondiale. Déjà victime d'une crise cardiaque en 1937, il meurt brutalement en 1946.

VII. Joseph Aloï s SCHUMPETER **(1883-1950)**

« Il fait trop le malin », dira en substance le prix Nobel John Hicks au sociologue Raymond Aron, de Joseph Aloï s Schumpeter, auteur iconoclaste qui marqua du sceau de l'hérésie la pensée économique et sociologique du début de ce siècle.

Ce propos est loin d'être immérité. Volontiers critique, Schumpeter parsème ses écrits de remarques assassines. Ainsi, ni Engels, ni James Mill ne trouvent grâce sous sa plume : l'un est « très inférieur à Marx du point de vue intellectuel », l'autre produit sur « l'État et autres sujets analogues » des articles réellement absurdes et, circonstance aggravante, « plats ». De même, Voltaire y apparaît comme un poète et un historien « médiocres ».

C'est effectivement un personnage atypique. Né à Triesch, en Moravie, en 1883 (la même année que John Maynard Keynes), le jeune Schumpeter reçoit une éducation de type aristocratique (son beau-père est commandant militaire), éducation qui imprégnera fortement sa pensée. Brillant étudiant à l'université de Vienne, il bénéficie des enseignements de Friedrich von Wieser et Eugen Böhm-Bawerck, théoriciens marginalistes, mais côtoie Rudolf Hilferding, prosélyte de Karl Marx. Son premier ouvrage, *Nature et contenu principal de la vie économique*, est publié en 1908.

Il se marie en Angleterre, fait profession d'avocat à la cour du Caire, puis enseigne successivement à l'université de Czernowitz et à l'université de Graz, de 1911 à 1919. Mais, dès 1912, avec la parution de sa *Théorie de l'évolution économique*, sa renommée internationale est assurée. Son parcours initiatique l'amène alors à la tête du ministère

autrichien des finances, après la première guerre mondiale. Il y reste huit mois, pour prendre, par la suite, la direction d'une banque qui fait faillite en 1927. C'est la fin de sa carrière publique. Mais il entame alors un long itinéraire vers l'hérésie économique, itinéraire qui le guide à Bonn, en 1925, puis au Japon, en 1931, enfin, à Harvard, aux États-Unis, après la chute du nazisme.

Son érudition, son rejet de l'historicisme marxiste et de la fiction du monde néo-classique, et, sans doute, sa désillusion grandissante face à une Europe meurtrie par la guerre et qui, une fois encore, plonge dans la crise, l'incitent à rédiger, dans les années 1930, *Capitalisme, socialisme et démocratie*. Dans cet ouvrage majeur, Schumpeter prononce une sentence sans équivoque à l'encontre du capitalisme : celui-ci mourra, trahi par les innovateurs, ces « intelligences exceptionnelles » qui nourrissent l'évolution économique d'innovations radicales mais qui, maintenant, s'embourgeoisent, trahi aussi par une bourgeoisie qui se désintéresse de la politique. Pourtant, l'évolution économique repose sur les épaules du mythique « entrepreneur-innovateur ». C'est en partie l'objet de sa thèse sur *Le Cycle des affaires : une analyse théorique, historique et statistique du processus de production capitaliste*, ouvrage paru en 1939.

Ce sera son dernier : il meurt en 1950, à Salisbury, dans le Connecticut.

VIII. Milton FRIEDMAN **(1912-...)**

Né à Brooklyn en 1912, Milton Friedman s'est imposé comme le chef de file de l'école de Chicago. Il est le représentant le plus connu des monétaristes.

Ses parents sont des émigrants de Ruthénie, en Autriche-Hongrie. Il perd son père à l'âge de quinze ans, mais va tout de même poursuivre ses études grâce à et à des « petits boulots » et à une bourse d'État, de cet État-providence qu'il combattra jusqu'à publier un livre contre lui : *Capitalisme et liberté* (1962). Il se spécialise tout d'abord dans les mathématiques puis il vient à l'économie dans l'université de Chicago. C'est à l'université de Columbia qu'il soutient sa thèse de doctorat sur les revenus des travailleurs indépendants, qu'il publie en 1945. Il devient membre de la Société du Mont Pélerin (cercle d'intellectuels libéraux réunis par Friedrich von Hayek) et la présidera entre 1970 et 1972.

À partir de 1948, Milton Friedman enseigne à l'université de Chicago, et ce jusqu'en 1977. En 1950, il est consultant pour le plan Marshall le temps d'un trimestre à Paris. En 1956, en collaboration avec Anna Schwartz, il publie une *Histoire monétaire des États-Unis*, et, en 1957, une *Théorie de la consommation*. Il est également conseiller économique d'un candidat à la présidence des États-Unis, en 1964, Barry Goldwater, puis de Richard Nixon, en 1968, et enfin de Ronald Reagan, en 1980. À une époque où on invoque volontiers l'inefficacité des politiques keynésiennes pour expliquer la crise des années 1970-1980, son influence sur les idées du Parti républicain lui permet d'inspirer directement la politique monétaire des autorités monétaires américaines de

1978 à 1982, et notamment celle du *Federal Reserve Board*.

À partir de 1966, il rédige régulièrement des articles dans Newsweek et devient ainsi un journaliste et polémiste dont la plume est redoutée.

Désormais spécialisé dans l'analyse monétaire, il publie, en 1968, *Dollars and Deficits*, qui deviendra, en français, *Inflation et systèmes monétaires*. Il obtient, en 1976, le prix Nobel pour « ses réalisations dans les domaines de l'analyse de la consommation, de l'histoire et de la théorie monétaire, et pour sa mise en lumière de la complexité des politiques de stabilisation ».

Il est actuellement directeur de recherches à la *Hoover Institution*, à l'université de Stanford, et professeur à l'université de Chicago.

LES SOCIOLOGUES

I. Alexis de TOCQUEVILLE (1805-1859)

Issu d'une famille d'ancienne noblesse normande, Alexis de Tocqueville naît à Paris en 1805. Il étudie de 1820 à 1823 au collège de Metz, en Moselle, où son père est préfet. C'est en 1826 qu'il obtient sa licence de droit. Il se rend, l'année suivante, en Italie, puis en Sicile. De 1829 à 1830, il est l'élève de Guizot à la Sorbonne et s'intéresse à l'histoire de la civilisation européenne.

La vie d'Alexis de Tocqueville a souvent été ordonnée par ses biographes comme un triptyque : le sociologue de *De la démocratie en Amérique*, soucieux du devenir de l'ère des masses, se serait effacé devant l'homme politique qui veut agir sur le présent, lequel à son tour ferait place à l'historien de *L'Ancien Régime et la Révolution*. La réalité est, cependant, un peu plus complexe. Alexis de Tocqueville est avant tout un grand voyageur. Il se rend ainsi aux États-Unis d'avril 1831 à mars 1832. Il voyage en Angleterre en août 1833, puis en 1835. Il est en Suisse en 1836, en Algérie en 1841 et en 1846. Il visite l'Allemagne en 1849. Il y retourne en 1854.

Son talent de sociologue, cependant, se révèle très tôt. De son séjour aux États-Unis en compagnie de Gustave de Beaumont, naît un rapport sur le système pénitentiaire américain : *Du système pénitentiaire et de son application en France*. Cet ouvrage, apparemment

d'un intérêt second pour la théorie sociologique, est en fait novateur. La comparaison des systèmes pénitentiaires américain et français conduit, en effet, à balayer les évidences. La souplesse du système français, observable à travers les remises de peine ou les petits privilèges accordés à certains détenus, produit des effets pervers du fait de son inégal impact sur l'ensemble des détenus : la frustration est, dès lors, plus grande chez les « exclus », d'où résultent une violence plus forte et des taux de suicide plus élevés que ceux connus dans les prisons américaines. *De facto*, Alexis de Tocqueville engage la sociologie vers une voie nouvelle : celle qui émerge des comparaisons et du contexte. La plénitude de cette sociologie contextuelle et comparatiste est atteinte avec la publication des deux volumes de *De la démocratie en Amérique*, en 1835 et en 1840. Il est le premier à traiter du problème de la liberté des hommes modernes. En fait, de l'ouvrage émane une impression forte : l'auteur a subi un véritable choc psychologique lors de ses différents voyages. Il n'y pas de liberté naturelle, nous suggère-t-il, il n'y a de liberté que celle que l'individu s'accorde à lui-même dans le cadre social dans lequel il vit. Sa démarche particulière le conduit alors vers les chemins de l'analyse politique et sociale. Il rédige un essai sur *L'État*

social et politique de la France avant et depuis 1789, essai publié en 1836.

En revanche, l'homme politique montre des aptitudes inégales. Ainsi, c'est contre son gré, en 1830, qu'il prête serment au nouveau régime issu de la Révolution de Juillet. Après un premier échec (en 1837), il est élu député de l'arrondissement de Valognes, dans la Manche, et le reste de 1839 à 1851. Son activité parlementaire s'illustre par la rédaction de trois rapports portant sur l'abolition de l'esclavage (1839), sur la réforme des prisons (1843) et sur les affaires d'Algérie (1847). Le premier de ces rapports, à ce titre, est typique de sa pensée politique. « L'humanité et la morale », écrit-il, « ont souvent réclamé, et quelquefois peut-être avec imprudence, l'abolition de l'esclavage. Aujourd'hui, c'est la nécessité politique qui l'impose [...]. Mais, quelque respectable que soit la position des noirs, [...] la France ne saurait oublier ceux de ses enfants qui habitent les colonies [...] ». En fait, en pratique, Alexis de Tocqueville prône une solution originale : l'émancipation immédiate et spontanée suivie d'une période de contrôle par l'État. Paradoxalement, c'est cette lucidité politique froide qui fait de Tocqueville un orateur effacé. Il reste dans la pénombre, ne connaissant même pas le nom des collègues qui siègent sur les bancs voisins du sien. Nommé ministre des Affaires étrangères du prince Louis-Napoléon (alors président de la République) en juin 1848, il démissionne l'année même, en octobre.

En décembre 1851, opposé au coup d'État du prince Louis-Napoléon. Il cesse alors toute activité publique, mais l'historien a déjà commencé son œuvre. Il rédige ses *Souvenirs* de 1850 à 1851. En 1852, il entame son travail de documentation qui l'amène à la rédaction de *L'Ancien Régime et la Révolution*. Cet ouvrage, qui est, dans son esprit, le

premier volume d'une histoire de la Révolution, est publié en 1856. Il n'aura pas de suite, car son auteur meurt, à Cannes, en 1859.

II. Émile DURKHEIM (1858-1917)

David Émile Durkheim naît à Épinal le 15 avril 1858. Son père est rabbin. Le jeune David Émile ne lui succédera pas : il s'intéresse aux lettres (baccalauréat en 1874) et aux sciences (baccalauréat en 1875) et aspire à l'enseignement. Après trois échecs, il entre à l'École normale supérieure en 1879. Il se lie d'amitié avec Jean Jaurès. Il côtoie Henri Bergson, suit les enseignements de Gabriel Monod, de Numa Fustel de Coulanges. Outre les historiens, il s'imprègne aussi de la pensée néo-kantienne de Charles Renouvier et Émile Boutroux. Le « méta-physicien », comme l'ont surnommé ses amis, est reçu à l'agrégation de philosophie en 1882. Il se tourne, dès lors, vers l'accomplissement de ses objectifs pédagogiques et vers la recherche. Sa profession le mène successivement au lycée de Sens (1882-1884), de Saint-Quentin (1884-1885), puis de Troyes. Il se rend en Allemagne en 1885 où il prend contact avec le milieu universitaire. C'est à la suite de ce voyage qu'Émile Durkheim se fait connaître à travers une série d'articles qu'il rédige sur les sciences sociales et la conception allemande de la pratique pédagogique en rapport avec la philosophie. Ces articles lui permettent d'accéder à l'enseignement supérieur. Il est chargé de cours à la faculté des Lettres de Bordeaux en 1887. C'est le début de la « période bordelaise ».

Cette période bordelaise est d'abord une période heureuse. En 1887, Émile Durkheim se marie avec Louise Dreyfus. De cette union naissent deux enfants, Marie et André. De 1887 à 1902, le « maître de Bordeaux » développe une activité intellectuelle intense, concrétisée par trois ouvrages majeurs :

De la division du travail social est publié en 1893, *Les Règles de la méthode sociologique* en 1895, et *Le Suicide* en 1897. En fait, outre son interprétation des formes que peut prendre la solidarité en aval de la division du travail, Émile Durkheim élabore un appareillage théorique et méthodologique qui vise à asseoir la légitimité de la sociologie comme science. C'est en ce sens que *Le Suicide* est une œuvre essentielle : Émile Durkheim y renverse les schémas de pensée habituelle et s'attaque à un sujet, qui, *a priori*, n'intéresse que les psychologues et les psychiatres. Il conclut sur la nature normale ou pathologique mais, en définitive, entièrement sociale, du phénomène. Cependant, au final, un double constat doit, selon lui, s'imposer. D'une part, l'analyse sociologique ne se construit pas au hasard mais doit être étayée par des corrélations statistiques (ce que Durkheim appelle « les variations concomitantes »), non restreintes à un espace non représentatif. En fait, Durkheim cherche à faire de la sociologie une science autonome, expérimentale et globale. Il n'est guère, par exemple, favorable aux approches monographiques. D'autre part, c'est dans la contrainte, que le sociologue observera de l'extérieur, que se situe le fondement extérieur de tout phénomène social. Cette conception, curieuse de prime abord, mais féconde du point de vue heuristique, est, aujourd'hui encore, sujette à de vives polémiques. Notons cependant, que si *Les Règles de la méthode sociologique* n'associaient à cette contrainte, finalement, que des sanctions négatives formelles (liées par exemple au droit pénal), ou informelles, mais prégnantes (liées par exemple aux

règles morales), ou encore invisibles mais réelles (liées, par exemple, au rire ironique, à la moquerie), Émile Durkheim conçoit qu'il existe aussi des sanctions positives. La reconnaissance des pairs, suite à un examen, en est une illustration possible.

En réalité, selon Émile Durkheim, se limiter à la seule observation de cette contrainte serait une erreur ; elle ne définit pas le champ de l'étude sociologique. Il faut prendre conscience, en effet, de la morphologie des faits sociaux. Ceux-ci peuvent être structureaux, donc peu sujets à une métamorphose rapide, lorsqu'ils se rattachent à des règles stables (juridiques, morales, etc.). L'analyse scientifique en est, de fait, facilitée. Tel n'est pas le cas des « libres courants sociaux » (les files d'attente spontanées, les mouvements de foule, etc.), qui, pourtant, traduisent des manières de faire ou d'agir. L'essentiel est alors, souligne avec force Durkheim, de comprendre que, derrière la contrainte auxquels se rattachent les faits sociaux, se cache un fait intérieur et profond qui, lui, est idéal: l'autorité morale. Autrement dit, les faits sociaux ne se rapportent que « superficiellement » à la contrainte. C'est la morale qui commande la légitimité de cette contrainte, qui définit réellement les liens sociaux. Ainsi, Émile Durkheim peut-il écrire dans *De la division du travail social* que « la morale énonce les conditions fondamentales de la solidarité sociale ». Le fait moral se superpose donc au fait social.

Outre les trois ouvrages que nous avons cités, Durkheim crée sa revue, *L'Année sociologique*, revue à laquelle participent de prestigieux sociologues, notamment Célestin Bouglé, Marcel Mauss (son neveu) et Maurice Halbwachs. C'est, en fait, à la fois un moyen de vulgarisation du savoir sociologique et un instrument de construction de ce

savoir. Émile Durkheim y rédige des articles, prémices de la formalisation de sa sociologie religieuse. Notons ainsi ses essais sur *La Prohibition de l'inceste*, en 1898, sur *Le Totémisme*, en 1902, sur *L'Organisation matrimoniale des sociétés australiennes*, en 1906.

En 1902, il est nommé à la Sorbonne comme suppléant. Il publie, en 1912, *Les Formes élémentaires de la vie religieuse*, sa dernière œuvre maîtresse. La trilogie des faits de société est alors achevée avec l'affirmation de la primauté, en dernière instance, du fait religieux sur la contrainte. Il obtient la chaire de « science de l'éducation et de sociologie en 1913 ». Sans avoir pu terminer la rédaction d'un ouvrage sur la morale, il s'éteint le 15 novembre 1917.

III. Max WEBER **(1864-1920)**

Max Weber naît le 21 avril 1864, à Erfurt, en Allemagne, dans une famille d'industriels protestants. Son père, juriste libéral, a fait carrière dans la politique comme représentant du parti libéral-national au *Reichstag*.

Le jeune Max fait ses études de droit, d'histoire, d'économie, de philosophie et de théologie aux universités de Heidelberg et de Berlin. Il enseigne le droit à l'université de Berlin en 1891 puis, très rapidement, il se tourne vers l'économie. Il s'affirme, d'ailleurs, comme l'un des pionniers de l'enquête sur le terrain avec sa double étude sur les ouvriers agricoles de l'est de l'Elbe.

Ses premiers écrits portent sur les sociétés commerciales au Moyen-Âge et sur l'histoire agraire de l'Antiquité. À trente ans, il est nommé professeur d'économie à l'université de Fribourg, puis quelques années plus tard, en 1896, à celle de Heildeberg.

Il abandonne l'enseignement pour des raisons de santé en 1899. Dès lors, il mène une activité politique marginale et, de temps en temps, il fait du journalisme. Surtout, il s'oriente vers la philosophie méthodologique et l'épistémologie, et s'initie à la sociologie.

En 1905, s'interrogeant sur les temps modernes qui marquent l'extension du capitalisme, il s'oppose aux auteurs qui attribuent un sens à l'histoire et il fait paraître un ouvrage qui fait grand bruit : *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Par la suite, il fait de nombreux et importants travaux de sociologie économique, de sociologie religieuse, de sociologie juridique dont certains ne paraîtront qu'après sa mort, notamment *Économie et société*, paru seulement en 1922.

Ces travaux sont interrompus par un séjour volontaire dans l'armée, au début de la guerre 1914-1918. Adversaire de Guillaume II, il s'engagera davantage dans la politique après la défaite allemande, en 1918. Malgré sa volonté de participer aux affaires publiques, il ne parvient pas à occuper un poste de décision. Toutefois, il sera membre de la délégation allemande qui négociera le traité de Versailles et il fera partie de la commission de rédaction de la constitution de Weimar.

Dans les dernières années de sa vie, il réalise des travaux importants tels qu'une étude sur la neutralité axiologique et deux célèbres conférences sur les vocations du savant et du politique (*Le Savant et le politique*, paru en 1919).

Il revient à l'université de Munich en 1919 pour y enseigner la sociologie, mais il meurt dès l'année suivante d'une pneumonie.

IV. Pierre BOURDIEU (1930-...)

Pierre Bourdieu est né à Denguin, dans les Pyrénées atlantiques, en 1930. Il entreprend des études de philosophie à l'École normale supérieure avant de se consacrer à la sociologie. Il est nommé directeur d'études à l'École pratique des hautes études en 1964 avant de devenir professeur de sociologie au Collège de France à partir de 1981.

Pierre Bourdieu consacre l'essentiel de ses recherches à la sociologie de l'éducation et de la culture. Bien qu'il ait été l'assistant de Raymond Aron, il n'en a pas pour autant épousé les idées. Sa pensée s'inscrit, en effet, dans le courant holiste. En effet, tout comme Émile Durkheim, il considère que les pratiques des agents, individus ou groupes, sont socialement déterminées. En analysant les structures sociales, il met à jour le processus par lequel ces structures sont à la fois reproduites par les pratiques sociales et productrices de ces pratiques. Cependant, malgré la prégnance des structures sociales, il accorde une certaine marge de liberté aux agents, tentant, de la sorte, de dépasser l'opposition entre l'objectivisme durkheimien et le subjectivisme wébérien. Sa démarche s'appuie sur le concept d'*habitus* qu'il définit comme un ensemble de dispositions intériorisées par les individus et qui orientent les pratiques sociales, mais il emprunte aussi à Marx le concept de capital en l'élargissant au capital social, que constituent, par exemple, les relations sociales, et au capital culturel, dans lequel le diplôme scolaire tient une place privilégiée. Il élabore ainsi une théorie des pratiques sociales et de la domination dans la mesure où le pouvoir s'inscrit dans ces pratiques. Il explique alors la reproduction sociale et le rôle essentiel que joue l'école dans cette

reproduction, comme l'indiquent les titres des ouvrages écrits en collaboration avec Jean-Claude Passeron et parus, l'un en 1964 (*Les Héritiers. Les étudiants et la culture*), et l'autre, en 1970 (*La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*).

La production du directeur de la revue *Actes de la Recherche en Sciences sociales* est abondante. Parmi ses très nombreux ouvrages, citons :

- sous sa direction : *Un Art moyen. Essai sur les usages sociaux de la photographie* (1965) ;
- *Le Sens pratique* (1980) ;
- *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques* (1982) ;
- *Homo academicus* (1984) ;
- *Les Règles de l'art* (1992).

Certains d'entre eux méritent sans doute une mention spéciale : *La Distinction* (1979), et *La Noblesse d'État* (1989), dans lesquels on retrouve la vision critique d'un sociologue qui démonte, pour mieux les combattre, les mécanismes de domination sous-jacents aux phénomènes sociaux. Enfin, en 1992, un ouvrage réalisé en collaboration avec Loïc Wacquant, *Réponses*, fait le point sur sa conception de la sociologie et son approche des principaux problèmes abordés tout au long de son œuvre.

Ses dernières productions, *Contre-feux*, *Sur la télévision*, suivi de *L'Emprise du journalisme*, voire *La Domination masculine*, servent de référence aux militants de la « nouvelle gauche » et renforcent sa position de maître à penser de la société d'aujourd'hui.

V. Raymond BOUDON (1934-...)

Raymond Boudon est né le 27 janvier 1934 à Paris. Élève de l'École normale supérieure, il est d'abord agrégé de philosophie avant de se consacrer à la sociologie. Membre de l'Institut, il est, depuis de nombreuses années, professeur de sociologie à l'université de Paris I / Sorbonne.

Dans la lignée de Weber et des sociologues américains de tendance libérale, sa démarche est fondée sur la prise en compte des actions individuelles et de leur agrégation. Il rejoint, en cela, une idée chère aux économistes néo-classiques en substituant, d'une part, l'*homo sociologicus* à l'*homo œconomicus*, et, d'autre part, en fondant sa démarche sur le principe de rationalité. Chef de file du courant dit de « l'individualisme méthodologique », il tente d'expliquer les faits sociaux à partir de l'analyse des comportements individuels. Chaque individu, conscient de son intérêt, fonde ses décisions sur une analyse coûts/avantages en adoptant un comportement rationnel. On retrouve cette analyse dans un de ses principaux ouvrages, *L'Inégalité des chances : la mobilité sociale dans les sociétés industrielles*, publié en 1973, dans lequel il montre que le différentiel d'investissement éducatif, lié aux différentes stratégies familiales, explique la différence de réussite scolaire entre les classes sociales.

Pour Raymond Boudon, le fait social se définit, en effet, comme le produit des comportements individuels : c'est l'effet émergent. Si l'effet émergent n'est pas conforme aux souhaits des individus engagés dans l'action, il parle alors d'effet pervers, effet auquel il consacre un de ses ouvrages, paru en 1977 : *Effets pervers et ordre social*. L'effet émergent

permet au sociologue, tout en expliquant certains paradoxes, de faire le lien entre le domaine du micro-social et celui du macro-social.

Pour terminer sur cet auteur discret, mais influent, mentionnons, parmi ses nombreux ouvrages, *La Logique du social* (1979), *La Place du désordre. Critique des théories du changement social* (1983), *L'Idéologie, ou l'origine des idées reçues* (1986), et deux gros travaux où il essaie de faire le point sur sa discipline : en collaboration avec François Bourricaud, un *Dictionnaire critique de la sociologie*, dont la première édition date de 1982, et, sous sa direction, un *Traité de sociologie* (1992). Au mois de mars 1995, est parue, chez Fayard, une étude sur l'objectivité des valeurs et de la connaissance : *Le Juste et le vrai*.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES ¹⁴

1. PRINCIPAUX OUVRAGES DES AUTEURS INSCRITS AU PROGRAMME DE L'ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

En économie :

- FRIEDMAN (Milton), *Inflation et systèmes monétaires*, trad. fr., Presses pocket, collection « Agora », 1991 (1^{re} édition en langue anglaise : 1968).
- KEYNES (John Maynard), *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, trad. fr., Payot, collection « Petite bibliothèque Payot », 1969 (1936).
- *Idem*, collection « Bibliothèque scientifique », 1988.
- MALTHUS (Thomas Robert), *Essai sur le principe de population*, trad. fr., Seghers, 1963 (1798).
- *Idem*, édition de Jean-Paul Maréchal, 1992.
- MALTHUS (Thomas Robert), *Principes d'économie politique considérés sous le rapport de leur application pratique*, trad. fr., préface de Jean-François Faure-Soulet, Calmann-Lévy, collection « Perspectives économiques / Les Fondateurs de l'économie », 1969 (1820).
- MARX (Karl), *Le Capital. Critique de l'économie politique*, trad. fr., Éditions sociales, collection « Œuvres complètes de Karl Marx » (1867) :
 - Livre 1 : *Le Développement de la production capitaliste* :
 - tome 1 : 1967 ;
 - tome 2 : 1967 ;
 - tome 3 : 1968 ;
 - Livre 2 : *Le Procès de circulation du capital* :
 - tome 1 : 1968 ;
 - tome 2 : 1960 ;
 - Livre 3 : *Le Procès d'ensemble de la production capitaliste* :
 - tome 1 : 1965 ;
 - tome 2 : 1967 ;
 - tome 3 : 1967.
- MARX (Karl) , *Travail salarié et capital* suivi de *Salaires, prix et profit*, trad. fr., Éditions Sociales, collection "Œuvres complètes de Karl Marx", 1969.
- MILL (John Stuart)¹⁵, *Principes d'économie politique*, trad. fr., Guillaumin et Cie, 1873 (1848).
- RICARDO (David), *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, trad. fr., GF-Flammarion, collection « Classiques de l'économie politique », 1993 (1821).
- SCHUMPETER (Joseph), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, trad. fr., Payot, collection « Bibliothèque historique », 1990 (1942).
- SCHUMPETER (Joseph), *Impérialisme et classes sociales*, trad. fr., Flammarion, collection « Champs », 1984.

¹⁴. Entre parenthèses, figure la date de la première édition.

¹⁵. Ici référencé, bien que n'étant pas explicitement au programme, en tant qu'auteur « classique ».

- SCHUMPETER (Joseph), *Théorie de l'évolution économique*, trad. fr., Dalloz, 1935 (1912).
- SMITH (Adam), *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations. Les grands thèmes*, trad. fr., Gallimard, collection « Folio / Essais », 1991 (1776).

En sociologie :

- BOUDON (Raymond), *L'Inégalité des chances. La mobilité sociale dans les sociétés industrielles*, Hachette, collection « Pluriel », 1994 (1973).
- BOUDON (Raymond) et BOURRICAUD (François), *Dictionnaire critique de la sociologie*, Presses universitaires de France, 1990.
- BOURDIEU (Pierre), *Questions de sociologie*, Minuit, collection « Documents », 1992 (1980).
- BOURDIEU (Pierre) et PASSERON (Jean-Claude), *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Minuit, collection « Le Sens commun », 1987 (1970).
- BOURDIEU (Pierre) et PASSERON (Jean-Claude), *Les Héritiers. Les étudiants et la culture*, Minuit, collection « Le Sens commun », 1971 (1964).
- DURKHEIM (Émile), *De la division du travail social*, Presses universitaires de France, collection « Bibliothèque de philosophie contemporaine », 1967 (1893).
- DURKHEIM (Émile), *Les Règles de la méthode sociologique*, Presses universitaires de France, collection « Bibliothèque de philosophie contemporaine », 1968 (1895).
- DURKHEIM (Émile), *Le Suicide. Étude de sociologie*, Presses universitaires de France, collection « Quadriga », 1993 (1930).
- MARX (Karl) , *Le 18 brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*, trad. fr., Costes, 1928 (1851).
- MARX (Karl) et ENGELS (Friedrich), *Manifeste du Parti communiste*, trad. fr., Éditions sociales, collection « Classiques du marxisme », 1975 (1848).
- *Idem* suivi de *Critique du programme de Gotha*, trad. fr., Librairie générale française, collection « Le Livre de poche », 1979.
- TOCQUEVILLE (Alexis de), *De la démocratie en Amérique*, GF-Flammarion, 1981 :
 - tome 1 : (1835) ;
 - tome 2 : (1840).
- TOCQUEVILLE (Alexis de), *Œuvres complètes*, Gallimard, tome 3 : *Écrits et discours politiques*, 1962.
- WEBER (Max), *Économie et société*, tome 1, trad. fr., Plon, collection « Recherches en sciences humaines », 1971 (1922).
- WEBER (Max) , *Essais sur la théorie de la science*, trad. fr., Presses pocket, collection « Agora », 1992 (1922).
- WEBER (Max) , *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, suivi de *Les Sectes protestantes et l'esprit du capitalisme*, trad. fr., Presses pocket, collection « Agora », 1990.
- WEBER (Max) , *Le Savant et le politique*, trad. fr., Union générale d'éditions, collection « 10 / 18 », 1963 (1921).
- *Idem*, Plon, collection « Recherches en sciences humaines », 1969.

2. SUR L'ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

- BOUCHOUX (Jacques), HERVELIN (Marc) et JESTAZ (Élisabeth) [sous la direction de], Sciences économiques et sociales, terminale ES : enseignement de spécialité, 1995.
- CAPUL (Jean-Yves) [sous la direction de], Sciences économiques et sociales, terminale : enseignement de spécialité, Hatier, 1995.
- CLERC (Denis), Déchiffrer les grands auteurs de l'économie et de la sociologie, Syros, collection « Alternatives économiques / Déchiffrer » :
 - tome 1 : *Les Fondateurs*, 1995 ;
 - tome 2 : *Les Héritiers*, 1997.
- Collectif, Guide de lecture des grands auteurs, Alternatives économiques, 1994-95.
- ÉCHAUDEMAISON (Claude-Danièle) [sous la direction de], Sciences économiques et sociales, terminale ES. Enseignement de spécialité, Nathan.
- ÉCHAUDEMAISON (Claude-Danièle) [sous la direction de], Les Grands Textes de l'économie et de la sociologie, Nathan, 1996.
- ÉTIENNE (Jean) et alii, Sciences économiques et sociales : documents pour l'enseignement de spécialité, Ministère de l'Éducation nationale, 1994.
- FERRÉOL (Gilles) [sous la direction de], Les Grands Économistes et sociologues en terminale ES, Armand Colin, collection « Flash / Bac », 1995.
- GÉLÉDAN (Alain) [sous la direction de], Sciences économiques et sociales, terminale ES. Enseignement de spécialité, Belin, 1995.

3. SUR L'HISTOIRE DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE

- BLAUG (Mark), La Pensée économique. Origine et développement, trad. fr., Économica, 1992 (1968).
- BONCŒUR (Jean) et THOUÉMENT (Hervé), Histoire des idées économiques, Nathan, collection « Circa », 1993 :
 - tome 1 : *De Platon à Marx* ;
 - tome 2 : *De Walras aux contemporains*.
- Collectif, 25 livres clés de l'économie. Analyses et commentaires, Marabout, collection « Marabout savoirs / Parascolaire-culture générale », 1995.
- HEILBRONER (Robert Louis), Les Grands Économistes, trad. fr., Le Seuil, collection « Points / Économie », 1977 (1967).
- MARTINA (Daniel), La Pensée économique, Armand Colin, collection « Coursus / Économie », 1991 :
 - tome 1 : *Des mercantilistes aux néo-classiques* ;
 - tome 2 : *Des néo-marginalistes aux contemporains*.
- ROY (Maurice), Théorie générale, Keynes, Hatier, collection « Profil d'une œuvre », 1987.
- SALORT (Marie-Martine) [avec la collaboration d'Yvette Katan], Les Économistes classiques. D'Adam Smith à Ricardo, de Stuart Mill à Karl Marx, Hatier, collection « Janine Brémond », 1988.
- STEWART (Michael), Keynes, trad. fr., Le Seuil, collection « Points / Économie », 1973 (1967).

- ZERAH (Dov), L'Économie par les textes, ABC Bréal, collection «Les Déterminants de l'économie », 1993.

4. SUR L'HISTOIRE DE LA PENSÉE SOCIOLOGIQUE

- ARON (Raymond), Les Étapes de la pensée sociologique. Montesquieu, Comte, Marx, Tocqueville, Durkheim, Pareto, Weber, Gallimard, collection « Tel », 1993 (1967).
- BOUDON (Raymond) [sous la direction de], Traité de sociologie, Presses universitaires de France, 1992.
- BUSINO (Giovanni), Les Théories de la bureaucratie, Presses universitaires de France, collection « Que sais-je ? », 1993.
- Collectif, Dictionnaire des idées politiques, Sirey, collection « Synthèse + », 1998.
- CUIN (Charles-Henry) et GRESLE (François), Histoire de la sociologie, La Découverte, collection « Repères » :
 - tome 1 : *Avant 1918* ;
 - tome 2 : *Depuis 1918*.
- DELAS (Jean-Pierre) et MILLY (Bruno), Histoire des pensées sociologiques, Sirey, collection « Synthèse + », 1997.
- ÉTIENNE (Jean) et MENDRAS (Henri), Les Grands Auteurs de la sociologie. Tocqueville, Marx, Durkheim, Weber, Hatier, « Initial », 1996.
- FERNANDEZ (Jean-Luc), « Tocqueville et la notion moderne de liberté », *Documents pour l'enseignement économique et social*, Centre national de documentation pédagogique, n° 95, mars 1994, pages 43-70.
- FERRÉOL (Gilles) [sous la direction de], Dictionnaire de sociologie, Armand Colin, collection « Cours / Sociologie », 1991.
- FERRÉOL (Gilles) [sous la direction de], Histoire de la pensée sociologique. *Les grands classiques*, Armand Colin, collection « Cours / Sociologie », 1994.
- FERRÉOL (Gilles), Vocabulaire de la sociologie, Presses universitaires de France, collection « Que sais-je ? », 1995.
- FURET (François), « Le système conceptuel de *La Démocratie en Amérique* », *Commentaire*, n° 12, hiver 1981-82.
- LALLEMENT (Michel), Histoire des idées sociologiques, Nathan, collection « Circa » :
 - tome 1 : *Des origines à Weber*, 1993 ;
 - tome 2 : *De Parsons aux contemporains*, 1994.
- METER (Karl van) [sous la direction de], La Sociologie, Larousse, collection « Textes essentiels », 1994 (1992).

Enfin, on trouvera d'intéressantes **citations** dans :

- LELARGE (Gérard), Dictionnaire thématique des citations économiques et sociales, Hachette, 1993.

... et des **fiches de lecture** dans :

- MONTOUSSÉ (Marc) [sous la direction de], 100 fiches de lecture. *Les livres qui ont marqué le XX^e siècle en économie, sociologie, histoire et géographie économi-*

ques, collection « Classes préparatoires économiques et commerciales / 1^{er} et 2^e cycles universitaires », 1998.

TABLE DES MATIÈRES ¹⁶

	pages
<u>Présentation</u>	3
<u>Première partie :</u>	
LES FACTEURS DE LA CROISSANCE ET DU DÉVELOPPEMENT	5
<u>Chapitre 1 : Population et travail</u>	6
I. Les thèses de Malthus	6
II. Les thèses de Marx	7
<u>Chapitre 2 : Travail et emploi</u>	8
I. La division du travail chez Adam Smith	8
II. La division du travail chez Karl Marx	9
III. La relation salaire-emploi	9
<u>Chapitre 3 : La relation épargne-investissement chez les classiques et chez Keynes</u>	11
I. La relation épargne-investissement chez les classiques texte 30 : L'épargne selon John Stuart Mill (1060 / 1263)	11
II. La relation épargne-investissement chez Keynes	12
<u>Chapitre 4 : Le rôle des innovations dans le développement économique et social chez Schumpeter</u>	13
<u>Chapitre 5 : Le rôle de l'échange international dans le développement économique chez Ricardo</u>	14
<u>Deuxième partie :</u>	
LES PROCESSUS DU CHANGEMENT SOCIAL	15
<u>Chapitre 1 : Les démarches sociologiques de Durkheim et de Weber</u>	16
I. Émile Durkheim et la sociologie du fait social	16
II. Max Weber et la sociologie de l'action sociale	16
<u>Chapitre 2 : Fonctions et formes de la division du travail social chez Durkheim</u>	19
<u>Chapitre 3 : L'analyse des classes sociales chez Marx</u>	22
<u>Chapitre 4 : Le processus de rationalisation des activités sociales chez Weber</u>	23
<u>Chapitre 5 : Démocratie et inégalités</u>	26
I. Le développement de la démocratie et de l'égalité des conditions chez Tocqueville	26
II. Les approches théoriques contemporaines de l'inégalité des chances	27

¹⁶. Entre parenthèses, pour chaque texte publié, figure, en premier lieu le nombre de caractères, espaces non compris, en second lieu ce nombre, espaces compris, hors coupures de mots.

<u>Troisième partie :</u>	
CRISES, RÉGULATION ET DYNAMIQUE DU DÉVELOPPEMENT	29
<u>Chapitre 1 : Crises et politiques anti-crisis dans les pays développés</u>	30
I. L'approche libérale classique	30
texte 104 : La loi des débouchés (1277 / 1545)	
texte 106 : La production, moteur de l'activité économique (996 / 1194)	
texte 107 : Les causes d'une éventuelle surproduction (1419 / 1693)	
II. Le capitalisme et ses crises selon Karl Marx	32
III. La contestation keynésienne	33
IV. L'approche monétariste de Milton Friedman	34
<u>Chapitre 2 : Mutations et spécificités de la crise dans les pays en développement</u>	35
<u>Quatrième partie :</u>	
BIOGRAPHIES DES AUTEURS INSCRITS AU PROGRAMME DE L'ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ	37
<u>Chapitre 1 : Les économistes</u>	38
I. Thomas Robert Malthus (1766-1834)	38
II. Adam Smith (1723-1790)	39
III. Jean-Baptiste Say (1767-1832)	40
IV. David Ricardo (1772-1823)	41
V. Karl Marx (1818-1883)	42
VI. John Maynard Keynes (1883-1946)	43
VII. Joseph Aloï s Schumpeter (1883-1950)	44
VIII. Milton Friedman (1912-...)	45
<u>Chapitre 2 : Les sociologues</u>	46
I. Alexis de Tocqueville (1805-1859)	46
II. Émile Durkheim (1858-1917)	48
III. Max Weber (1864-1920)	50
IV. Pierre Bourdieu (1930-...)	51
V. Raymond Boudon (1934-...)	52
Références bibliographiques	53

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

A

Aron (Raymond) · 44, 51, 56

B

Bastiat (Frédéric) · 40
Beaumont (Gustave de) · 46
Bergson (Henri) · 48
Blaug (Mark) · 55
Böhm-Bawerck (Eugen) · 44
Bonaparte (Louis) · 42
Bonaparte (Louis-Napoléon) · 22, 47, 54
Bonaparte (Napoléon) · 40
Boncœur (Jean) · 55
Bosanquet · 41
Bouchoux (Jacques) · 55
Boudon (Raymond) · 27, 28, 35, 52, 54, 56, 60
Bouglé (Célestin) · 49
Bourdieu (Pierre) · 27, 28, 51, 54, 60
Bourricaud (François) · 28, 35, 52, 54
Boutroux (Émile) · 48
Busino (Giovanni) · 56

C

Capul (Jean-Yves) · 55
César (Jules) · 17
Clerc (Denis) · 55
Comte (Auguste) · 17, 56
Condorcet (Marie Jean Antoine Nicolas de Caritat, marquis de) · 38
Cuin (Charles-Henry) · 56

D

Delas (Jean-Pierre) · 56
Dreyfus (Louise) · 48
Durkheim (Émile) · 16, 18, 19, 20, 21, 23, 25, 48, 49, 51, 54, 56, 59, 60

E

Échaudemaïson (Claude-Danièle) · 55
Elisabeth I · 39
Engels (Friedrich) · 22, 42, 44, 54
Espérance (Pascal) · 2
Étienne (Jean) · 55, 56

F

Faure-Soulet (Jean-François) · 53
Fernandez (Jean-Luc) · 56
Ferréol (Gilles) · 55, 56
Friedman (Milton) · 12, 34, 45, 53, 60
Friedmann (Georges) · 8
Furet (François) · 56
Fustel de Coulanges (Numa-Denis) · 48

G

Galilée (Galileo Galilei, dit) · 20
Gélédan (Alain) · 55
Gilder (George) · 30
Godwin (William) · 38
Goldwater (Barry) · 45
Gresle (François) · 56
Guillaume II · 50
Guillot (Philippe) · 2, 4
Guizot (François) · 46

H

Halbwachs (Maurice) · 49
Hayek (Friedrich von) · 45
Hegel (Friedrich) · 42
Heilbroner (Robert Louis) · 55
Hervelin (Marc) · 55
Hicks (John Richard) · 44
Hilferding (Rudolph) · 44
Hume (David) · 39

J

Jaurès (Jean) · 48
Jestaz (Élisabeth) · 55

K

Katan (Yvette) · 55
Kautsky (Karl) · 42
Keynes (John Maynard) · 10, 11, 12, 31, 33, 35, 38, 43, 44, 53, 55, 59, 60
Konratieff (Nicolai Dimitrievitch) · 13

L

Laffer (Arthur) · 30
Lallement (Michel) · 56
Lelarge (Gérard) · 4, 56
Leroy-Beaulieu (Paul) · 40
Lloyd George (David) · 43
Lopokova (Lydia) · 43

M

Malinvaud (Edmond) · 12
Malthus (Thomas Robert) · 6, 7, 11, 31, 38, 40, 41, 53, 59, 60
Mandeville (Bernard) · 9
Maréchal (Jean-Paul) · 53
Marshall (Alfred) · 43, 45
Martina (Daniel) · 55
Marx (Karl) · 3, 4, 6, 7, 9, 10, 22, 32, 33, 35, 39, 42, 44, 51, 53, 54, 55, 56, 59, 60
Mauss (Marcel) · 49
Mendras (Henri) · 56
Meter (Karl van) · 56
Mill (James) · 41, 44
Mill (John Stuart) · 4, 11, 40, 53, 55, 59
Milly (Bruno) · 56
Monod (Gabriel) · 48
Montoussé (Marc) · 56

N

Nixon (Richard) · 45

P

Pareto (Vilfredo) · 56
Parsons (Talcott) · 56
Passeron (Jean-Claude) · 13, 27, 28, 51, 54
Pigou (Arthur Cecil) · 43
Platon · 55

R

Reagan (Ronald) · 45

Renouvier (Charles) · 48
Ricardo (David) · 9, 14, 30, 35, 38, 40, 41, 53, 55, 59, 60
Rousseau (Jean-Jacques) · 38
Roy (Maurice) · 55

S

Salort (Marie-Martine) · 55
Sauvy (Alfred) · 6
Say (Jean-Baptiste) · 30, 31, 32, 40, 41, 60
Schumpeter (Joseph) · 4, 13, 44, 53, 54, 59, 60
Schwartz (Anna) · 45
Smith (Adam) · 8, 9, 10, 11, 14, 30, 35, 39, 40, 41, 54, 55, 59, 60
Stewart (Michael) · 55

T

Thou ment (Hervé) · 55
Tocqueville (Alexis de) · 26, 46, 47, 54, 56, 59, 60
Touraine (Alain) · 8

V

Voltaire (François Marie Arouet, dit) · 44

W

Wacquant (Lo c) · 51
Walras (Léon) · 55
Weber (Max) · 4, 16, 17, 18, 23, 27, 28, 35, 50, 52, 54, 56, 59, 60
Whitbread (Samuel) · 38
Wieser (Friedrich von) · 44

Z

Zerah (Dov) · 56